



Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCVI, année 2005, p. 219-256

*Regards sur la Société Archéologique de Bordeaux **

par Marie-France
Lacoue-Labarthe

La Société Archéologique de Bordeaux est née en 1873, entre le 2 mai, date de la première séance préparatoire fondatrice, et l'autorisation préfectorale accordée le 6 sept 1873. L'Art. 1. des statuts de 1873 énonce : *Une Société d'Archéologie est établie à Bordeaux pour contribuer à la propagation de l'étude archéologique des monuments de toute nature, antérieurs au XIXe siècle et concernant l'ancienne Aquitaine. En vue de ce but, elle pourra fonder des cours publics, donner des prix, organiser des expositions, faire des publications destinées à rendre plus facile la connaissance des antiquités (surtout locales).*

On proposera dès 1905 d'adjoindre dans l'intitulé *historique à archéologique*, proposition rejetée par souci de ne pas heurter la nouvelle société universitaire investie de ce qualificatif ; on proposera également *artistique*, compte tenu de l'extension rapide à ce domaine enregistrée dans les communications de la SAB, ce qui sera accepté mais jamais mis en pratique.

L'histoire de la SAB s'inscrit dans le développement considérable tout au long du XIXe siècle des sociétés savantes, qui allient selon les termes de leur historien Jean-Pierre Chaline, *sociabilité et érudition* pour la plus grande satisfaction de leurs membres ¹. Elles sont, pour reprendre les termes de Jean Jacquart, *un élément essentiel de la politique patrimoniale. Elles recensent, étudient, elles font connaître, elles aident à préserver et à valoriser le patrimoine, les patrimoines. Car elles peuvent s'intéresser aux archives, aux monuments, aux souvenirs immatériels, aux usages, aux croyances, puisque la notion de patrimoine englobe tous ces objets.* Elles contribuent à la fin du XIXe siècle à établir ce terme de patrimoine dans son sens figuré qui nous semble aujourd'hui si évident.

Dans la décennie 1875-1884 qui suit exactement la création de la Société archéologique, plus de 200 sociétés savantes voient le jour en France : c'est l'apogée de tout le siècle. En province Bordeaux devient une capitale de l'érudition : de huit sociétés savantes en 1846, on passe à une vingtaine en 1902 et en 1931 de vingt-quatre à vingt-neuf. Le recrutement est extrêmement important : la Société bordelaise de géographie commerciale, discipline en développement qui connaît alors un très grand succès, *a fortiori* dans un port actif, compte huit cent quatre vingt quinze adhérents en 1900 ; et la Société Linéenne, de vingt quatre adhérents en 1818, passe à cent vingt en 1902. Les mêmes membres peuvent adhérer à plusieurs sociétés dont les activités sont susceptibles de converger et les résultats se mutualiser : il n'est pas rare que les membres de la SAB adhèrent également à la Linéenne, à la Société d'Anthropologie ou encore au Club alpin local !

* Le titre est repris de celui de l'exposition consacrée à notre Société à l'occasion de son 133e anniversaire et organisée conjointement par le musée d'Aquitaine et les Archives municipales : *Archéologie à Bordeaux - Regards sur la Société archéologique de Bordeaux 1873-2005*, au musée d'Aquitaine, du 1^{er} décembre 2005 au 5 mars 2006, grâce au travail d'Agnès Vatican, conservateur des Archives municipales et Anne Zieglé, conservateur au musée d'Aquitaine, ainsi qu'à l'aimable accueil du nouveau conservateur, M. François Hubert, qu'ils en soient ici de nouveau remerciés.

1. Jean-Pierre Chaline, *Sociabilité et érudition ; les sociétés savantes en France*. Paris, éditions du CTHS, 1998.

M. Chaline ignore notre société dans son ouvrage, bien qu'il parle de Bordeaux et qu'il publie en annexe le tableau d'honneur du CTHS² pour 1876, où la toute jeune SAB, trois ans tout juste, mal répertoriée sous le nom de Société archéologique de la Gironde, figure dans le classement des *meilleures* ; c'est dommage, car elle sera exemplaire aussi dans la durée : cent trente trois ans cette année.

Il cite encore l'humoriste Christophe qui épingle le phénomène des Sociétés savantes dans *La Famille Fenouillard* en confiant au *savant Cosinus* la présidence de l'*Athénée somnifère* ! La réussite de l'activité constamment renouvelée de la Société Archéologique de Bordeaux, qui a de plus survécu à deux guerres, fait que son actuelle présidente n'a pas du tout l'impression de présider aux destinées d'un *Athénée somnifère* !

Avant la Société Archéologique

A Bordeaux on n'avait pas attendu la Société archéologique pour se préoccuper d'archéologie.

Elie Vinet au XVI^e siècle est le savant principal du collège de Guyenne à Bordeaux, que Camille Jullian qualifie de *père de l'archéologie bordelaise*. Dans le mouvement de la Renaissance, il établit une oeuvre déjà remarquable sur le thème des origines et des antiquités gallo-romaines de Bordeaux, entre autres.

Puis au XVIII^e siècle, l'Académie de Bordeaux, fondée en 1712³, compte des archéologues fervents : l'abbé Bellet, le président de Baritault, Montesquieu lui-même, qui fait venir d'Italie le savant abbé Venuti, dont l'ouvrage sera édité par les soins de Jean-Baptiste, fils de l'écrivain bordelais⁴ ; l'abbé Pierre Jaubert, curé de Cestas⁵ ; l'abbé Leydet, P. Lambert, l'ingénieur de Bitry, Jourdain de Lafayarderie membre correspondant, du Chesne de Beaumanoir membre correspondant, de Lamontaigne, Latapie, le peintre Pierre Lacour, et le plus connu par ses nombreuses publications, l'abbé Baurein⁶.

L'Académie crée un musée d'archéologie et en 1781 la Ville lui confie la garde de ses antiquités, sur la demande de l'intendant Dupré de Saint-Maur. A moins que l'on ne considère que l'installation des statues romaines dans la cour de l'hôtel de ville à la fin du XVI^e siècle n'en soit une préfiguration, c'est le premier musée lapidaire, installé dans les locaux de l'Académie rue Jean-Jacques Bel.

Supprimée en 1793, l'Académie est reconstituée en 1800 sous le nom de *Société d'Agriculture*, et reprend son nom d'origine en 1816.

En 1804, la *Nouvelle Académie* nomme une *Commission des Arts* permanente de cinq membres. A l'occasion des travaux de construction sur le terrain de l'ancienne Intendance, il y a en effet des trouvailles archéologiques gallo-romaines que l'on souhaite conserver. Les membres en sont le baron de Caila⁷, Jean-Baptiste Monbalon, premier bibliothécaire de la Ville, l'architecte Louis Combes, le peintre Pierre Lacour et Latapie. On s'intéresse aux médailles, sculptures et monuments antiques sont visés.

C'est cette commission qui est chargée entre autres d'assurer le transfert du monument funéraire du Maréchal d'Ornano, déplacé de l'église de la Merci aux magasins du Commissariat de police, vers le Dépôt d'Antiques de la rue Saint-Dominique (devenue rue Jean-Jacques Bel).

Un autre personnage a joué un rôle considérable dans la première moitié du XIX^e siècle : François Jouannet (1765-1845), instituteur en Dordogne, puis bibliothécaire à Bordeaux et conservateur du musée des Antiques⁸. Dès 1810 il entreprend des fouilles sur de nombreux gisements de Dordogne encore étudiés aujourd'hui. Son legs constitue la plus ancienne collection de préhistoire du musée d'Aquitaine et il publie articles et ouvrages sur les inscriptions et antiquités de Bordeaux, des ouvrages déjà marqués par le souci du recensement scientifique : tout particulièrement *la Statistique du département de la Gironde, Histoire et topographie*, en 3 tomes, en 1837, la première de plusieurs « Statistiques ».

2. Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, organisme de tutelle de ces groupements auprès du Ministère de l'Éducation nationale créé en 1834. De lui dépend le congrès national des sociétés savantes, actuellement congrès des sociétés historiques et scientifiques qui se réunit chaque année depuis 1861, d'abord à Paris, puis en région (le 41^e à Bordeaux en 1903).
3. L'Académie royale des Belles-Lettres, Sciences et Arts de Bordeaux est fondée par lettres patentes du 5 septembre 1712.
4. M. l'abbé Venuti, *Dissertation sur les anciens monuments de la ville de Bordeaux*, Bordeaux, 1754.
5. Abbé Pierre Jaubert (1715-80) : en 1752, lecture d'un mémoire sur les Antiquités de Bordeaux.
6. Abbé Baurein (1713-1790) : Paléographe, auteur entre autres des *Variétés bordelaises ou essai historique sur la topographie ancienne et moderne du diocèse de Bordeaux* en six volumes (1784-1786), et d'une enquête par questionnaire déjà en 1778.
7. Auteur de *Landes de Bordeaux. Monuments de la Gironde. Notices sur les monuments, usages et traditions de la Gironde. Etat des découvertes archéologiques faites à Bordeaux de 1440 à 1812* (publié en 1921).
8. François-René-Bénédict Vatar (de) Jouannet, dit François Jouannet, *Notice sur l'Antiquité de Bordeaux ; De quelques fouilles faites dans un cimetière près de Bordeaux ; Ruche d'Aquitaine*, II, 1818, pp. 234, 275, 318, 323-325, 347. *Statistique du département de la Gironde, Histoire et topographie*, 3 tomes, 1837.

Le 29 mars 1839, est installée la *Commission des Monuments et documents historiques de la Gironde*. Ce n'est pas une société libre mais bien une réunion officielle. A sa tête, Joseph François Rabanis⁹, professeur d'histoire à l'Université de Bordeaux, définit son rôle : *décrire et surveiller*. Il se propose de dresser la *Statistique des anciens monuments et des antiquités du département*. Pour jeter les bases d'un *Album monumental de la Gironde*, la commission organise une enquête et établit un modèle de description archéologique, avec création d'un vocabulaire approprié proposé, et l'utilisation de cartes fragmentaires pour contribuer à l'établissement de la carte générale archéologique du département, le tout avec un souci de rigueur scientifique tout à fait remarquable. Ces données sont censées permettre aux correspondants de la Commission de donner des informations normalisées et fiables autant que faire se peut.

Le travail de la commission et la publication très intéressante encore aujourd'hui qui en est faite se poursuit jusqu'en 1866. Elle a un rôle fondateur pour la formation des archéologues. Elle est aussi en quelque sorte une émanation de l'Académie dont la plupart de ses membres sont issus.

Avec Rabanis oeuvrent dans la commission ou comme correspondants G.J. Durand, architecte, Pierre de Lacour fils, peintre et graveur, Poitevin, architecte, qui tous trois décèdent dans les années 1860 ; mais aussi le marquis de Castelnau d'Essenault, Léo Drouyn¹⁰, qui en est le dessinateur attitré entre 1842 et 1849 et dont un rapport dit que ses *dessins à la plume* le disputent à *la gravure la plus parfaite*¹¹ ; MM. Labat, Villiet, vitrailliste, l'abbé Despax, M. Delfortrie, juge de paix et collectionneur : nous retrouverons la plupart de ces noms à la SAB.

De manière concomitante en 1840 est créée une *Section d'Archéologie* de la Société Philomathique¹². Elle comprend l'abbé Sabathier, Reclus, inspecteur des Ecoles, Pellet aîné, homme de lettres, Escriche, dessinateur, Marcelin, architecte et Pierre Sansas, avocat. Sansas est le plus actif des archéologues, observant les chantiers ouverts dans la ville, prenant notes et croquis, s'efforçant en dépit de l'inertie de beaucoup de ses interlocuteurs de sauver ce qui lui paraît intéressant.

Camille Julian écrit de lui : *Observateur de premier ordre...il n'a jamais omis un détail, quelque petit qu'il fut...C'était merveille de le voir sur le terrain des journées entières, se précipiter sur les inscriptions nouvellement découvertes*¹³... Il publie dans la presse – *Le Progrès* par exemple – des compte-rendus des fouilles opérées à l'occasion de travaux de modernisation et d'embellissement qui plaisent au public et qui seront repris ensuite dans la Revue¹⁴. Car *il est peu de villes aussi riches que Bordeaux en éléments archéologiques de toute sorte*¹⁵.

Dans un article consacré à notre revue et publié dans la Revue philomathique de 1899¹⁶, Raymond Céleste, bibliothécaire municipal, cite un compte-rendu de 1845 : *La section [archéologique de la Société philomathique] a, sur la proposition de M. Sansas, décidé qu'elle tiendrait un registre où seront établies des descriptions sommaires mais exactes et mathématiquement rigoureuses, autant que possible, de toutes les antiquités et substructions qui pourraient successivement être mises à découvert* : un rapport de fouilles somme toute. Ce même point est repris au titre des fonctions de l'archiviste à l'article 13 des statuts de la SAB en 1873.

C'est Pierre Sansas qui va être à l'origine de la création de la Société Archéologique de Bordeaux, qui apparaît un peu comme une « filleule » des plus anciennes Académie et Société philomathique. Ses efforts coïncident avec l'arrêt en 1864 des publications de la Commission des Monuments historiques.

La naissance de la Société Archéologique de Bordeaux s'inscrit donc dans une continuité.

9. En poste à Bordeaux (1840-1852), Doyen de la Faculté des Lettres créée en 1838 et installée rue Montbazou dans les anciennes écuries du palais Rohan, en attendant que soit construit en 1886 sur l'emplacement des couvents de la Visitation et des Feuillants le bâtiment qui lui est dédié et qui abrite l'actuel musée d'Aquitaine.

10. Léo Drouyn (né à Izon en 1816 - mort en 1896), artiste et savant girondin, a laissé au milieu du XIXe siècle un fonds iconographique exceptionnel sur le patrimoine médiéval autour de 1850. Contemporaine des premiers témoignages photographiques, son œuvre, entre autres étudiée et publiée par Bernard Larrieu et les Editions de l'Entre-Deux-Mers, est riche de plus de 3000 dessins et près de 1550 gravures. Ses albums de dessins, ses notes et ses croquis sont une source d'information inestimable. Il devint l'un des plus éminents connaisseurs de l'architecture médiévale, dont il grava à l'eau-forte les principaux types. *Conquis très jeune par les aspects de sa région natale, par ses monuments et par ses ruines, il les a en effet représentés avec un égal bonheur de toutes les manières, à la mine de plomb, au fusain, au crayon, à la plume, en lithographie, à la pointe sèche et à l'eau-forte* (1947, tome LVII, p. 40).

11. Commission des Monuments historiques de la Gironde, 1842, p. 6.

12. La *Société philomathique (du Museum) de Bordeaux* est créée en 1808, elle deviendra plus tard institution vouée à développer l'instruction parmi la population ouvrière, puis école professionnelle ; c'est elle qui organise les treize expositions universelles de Bordeaux, de 1828 à 1895.

13. *Inscriptions romaines de Bordeaux*, cité par H. Espagnet, « Un centenaire : la fondation de la Société archéologique de Bordeaux », in *Exposition du Centenaire, 1873-1973*.

14. Tomes III à IX, « Notes archéologiques de Sansas sur les fouilles exécutées à Bordeaux de 1863 à 1876 ».

15. Compte-rendus des séances, tome I, page 1.

16. *Revue de la Société philomathique*, 1899 (l'un des articles d'une suite consacrée aux sociétés de Bordeaux).



Fig. 1. - Pierre Sansas, par Raymond Gautier-Constant, ancien professeur de gravure de l'École des Beaux-Arts de Bordeaux.

Bien d'autres l'ont précédée ailleurs : la référence, la Société des Antiquaires de Normandie en 1824, puis la Société du midi de la France pour Toulouse en 1831¹⁷, la Société française d'Archéologie en 1832 et son congrès annuel, les Sociétés de Touraine et du Poitou vers 1845, en 1862 la société du Vendômois et celle de Senlis, la Société française de numismatique en 1865, etc.

Société de deuxième génération en quelque sorte, elle est fondée au moment où décèdent les pères fondateurs de l'archéologie historique de la première génération, Arcisse de Caumont, qui incarne la société des Antiquaires de Normandie, et Boucher de Perthes, l'« inventeur » de la préhistoire en Picardie.

La Fondation

La SAB est l'aboutissement d'efforts opiniâtres :
 - dès 1864 un premier projet avait été présenté en vain qui avait réuni quelques adhérents ;
 - en 1867 une commission composée de Jules Belin de Fontenay, traducteur et adaptateur d'après l'anglais de narrations de voyages¹⁸, M. Souriaux, ingénieur, conducteur principal des Ponts et Chaussées et Louis Lussaud, soumet à nouveau à l'approbation de la Préfecture un projet de statuts, resté sans suite.

C'est sans doute que le porteur du projet, certes incontestablement compétent en archéologie, n'est pas bien en cour, car opposant politique sans concession.

Pierre Sansas, né en 1804, est un avocat doublé d'un journaliste engagé - d'aucuns diraient enragé - aux fermes convictions socialistes et républicaines, deux fois proscrit sous l'Empire en 1851 et 1858 pour délit d'opinion et exilé en Espagne puis en Algérie. Polémiste violent, il se mettra à dos le barreau bordelais même qui pourtant l'avait bien traité aux temps difficiles. De nouveau révoqué en mai 71, il est élu député de la Troisième république cette même année et en 1876. Nous conservons son buste en terre cuite, commandé ainsi qu'un cippe, par la SAB au sculpteur Edmond Prévôt, lui aussi membre de la Société, et qui a figuré à l'exposition du musée d'Aquitaine¹⁹ : *homme au masque énergique*²⁰, visage peu avenant au premier abord, assez Beethovenien, les traits épais, le sourcil froncé, mais sans doute reflète réaliste d'un caractère difficile, combatif et intègre peu enclin au compromis (fig. 1).

17. Cf. Louis Peyrusse, « Les débuts de la Société Archéologique », extrait de « La connaissance par l'écrit et par l'image », dans *Toulouse et l'art médiéval de 1830 à 1870*. Musée des Augustins : octobre 1982-janvier 1983, catalogue de l'exposition, p. 27-28. Ces débuts ont des traits caractéristiques des sociétés de la première moitié du XIXe, comme ceux de la SAB, tout différents, seront caractéristiques de la seconde moitié, en gros plus démocratiques et plus ouverts sur l'extérieur.

18. Jules Belin de Launay (1814-1883) traduit ou adapte : *Voyage de l'Atlantique au Pacifique à travers le Canada, les Montagnes Rocheuses et la Colombie Anglaise*, par le vicomte Milton et le Dr W.B. Cheadle, 1866 ; *Comment j'ai traversé l'Afrique depuis l'Atlantique jusqu'à l'Océan indien à travers des régions inconnues*, par Serpa Pinto, 1881 ; *Une croisière autour du monde*, d'après Kingston W.H.G., 1877 ; *Voyages du Capitaine Burton*, abrégés, 1874. *Le Lac Albert. Nouveau voyage aux sources du Nil*, par Sir Samuel W. Baker, 1872 ; *Du Natal au Zambèze*, William Charles Baldwin, 1883, etc.

19. Il semble d'ailleurs que la réalisation du buste ait été antérieure à la commande de la SAB puisque la date de 1869 y est inscrite en creux.

20. Hommage, 1906, tome XXVI, p. 3.

C'est seulement après la chute de l'Empire et le changement de régime que Sansas, devenu député, obtient à force de démarches que les statuts de la Société - les mêmes exactement - soient acceptés.

Mais il refuse la présidence qui semblait lui revenir de droit - sans doute pour se consacrer à plein temps à son mandat politique - et ne consent à accepter que les titres de Président honoraire et fondateur.

Il meurt en 1877, ayant eu peu de temps pour profiter de sa double réussite.

Parmi ceux qui ont participé aux discussions préparatoires, on retrouve Léo Drouyn, l'artiste archéologue qui sera honoré par la Société²¹ et Eugène Gaullieur, archiviste de la Ville, qui semblent avoir eu des responsabilités au sein du bureau officieux, responsabilités qu'ils ne retrouvent pas au premier bureau officiellement élu.

Participent également activement à la rédaction des statuts : J.B. Gassies, conservateur du musée préhistorique, que l'affaire du cromlech du Jardin public éloignera un temps de la Société²², un certain M. de Lacolonge, M. Baudrimont, docteur en médecine, l'archiviste Jules Delpit, fondateur en 1859 de la Société des Archives historiques de la Gironde, de la Commission des archives municipales de Bordeaux (1865) et de la Société des Bibliophiles de Guyenne (1866) ; le comte Alexis de Chasteigner, directeur de haras, archéologue et numismate, MM. Emile Lalanne, directeur du Poids public, E. Brives-Cazes, juge au Tribunal civil, Reinhold Dezeimeris, bibliothécaire de la ville de Bordeaux, et l'architecte Alaux. Pour la plupart ils continueront de jouer un rôle actif dans la vie de la Société.

On s'est soucié d'éviter de porter atteinte aux attributions de la Commission des Monuments historiques pour ne pas s'exposer à un refus de la Préfecture...

L'organisation

L'association se compose de membres titulaires, de membres donateurs, honoraires et correspondants. Il y aura également des sociétés correspondantes.

Le nombre de membres de la Société qui est ouverte à tous *sans titres particuliers* est illimité : c'est bien une société démocratique, selon la volonté de son fondateur et c'est également caractéristique de l'évolution des sociétés savantes au XIXe siècle. Les Sociétés de la première moitié du XIXe sont pour la plupart fidèles à un *numerus clausus* ; on peut comparer justement avec l'Académie de Bordeaux qui ne dépasse pas le chiffre de quarante membres résidents²³. Et d'après le

règlement de 1846, le candidat à l'Académie doit présenter par écrit sa demande assortie d'un travail spécifique en rapport avec la section choisie.

A la SAB il n'y a pas de visites protocolaires ni d'épreuve d'admission. Il y a néanmoins des formes précises d'adhésion : il faut être présenté, parrainé par deux sociétaires, garants des qualités intellectuelles et morales, filtrage préalable à une élection en bonne et due forme où il faut réunir la majorité absolue des membres présents à l'assemblée générale et s'engager à payer une cotisation annuelle.

Mais dans le même esprit, celle-ci est fixée à la modeste somme de 12 F, *précisément à la portée de tous* : le nombre des adhérents compense la faiblesse du montant. Il reste la possibilité pour les membres les plus aisés de devenir *membres à vie* par souscription volontaire d'une somme fixe de 200 francs. Les membres correspondants paient 6 F, mais ne peuvent intervenir dans la prise de décision engageant les finances de la Société.

A la stabilité monétaire du XIXe siècle succède une plus grande instabilité et un enchérissement de la vie dont la SAB se fait l'écho après la guerre de 14 en mentionnant le coût élevé des déplacements et la suppression consécutive des excursions à l'extérieur pendant un moment. La cotisation passe alors à 15 francs en 1922, *les prix d'avant-guerre ayant quadruplé*, puis à 20 francs en 1924 *pour faire face aux augmentations de dépense*²⁴. Nous en sommes aujourd'hui à 32 euros.

Au chapitre des ressources s'ajoutent alors les diverses subventions : 500F de la part de la municipalité en 1911, plus 500F pour le musée nouvellement créé, 300F en 1878 du conseil général, plus 300F en 1878 du ministère de l'Instruction publique²⁵. La Ville de Bordeaux est alors parmi les plus généreuses de France : 1000F au total pour la SAB, mais aussi 1500F à l'Académie.

21. Un monument commandé au sculpteur Leroux lui est élevé par la SAB admirative et reconnaissante au square de la cathédrale en 1899 ; le buste de bronze ayant été confisqué et fondu par les Allemands, un second, en pierre fine de Villehonneur cette fois-ci, par René Rispal, lui succède le 26 juin 1947.

22. Son implication dans le transfert au Jardin public du cromlech de Lervaud de Gaillan en Médoc, privé de ses références, fit qu'il fut accusé, sinon convaincu, de supercherie ou tout au moins d'incompétence et de manque de précaution scientifique. 1875, tome II, p. 15 et 713 ; 1907, tome XIX, p. 59.

23. Auxquels se joignent malgré tout un nombre illimité de membres associés, ainsi que des membres correspondants, français et étrangers.

24. 1924, tome XLI, p. XXXVIII.

25. Le montant des subventions peut varier : 500F de l'Instruction publique en 1879.



Fig. 2. - Allégorie de l'Archéologie.
Médaille de S. E. Vernier offerte à M. Charol en 1923.

En 1890, on décide qu'un diplôme de membre de la Société sera disponible pour ceux qui le souhaiteraient au prix de trois francs.

En 1926, le diplôme tiré en lithographie sur papier de luxe qui comprend la reproduction de la plupart des monuments anciens de la Gironde, en partie due au sociétaire Fernand Molinié, est vendu au prix de 15F : nous le remettons aujourd'hui gracieusement en récompense aux généreux contributeurs en communications ou autres actions.

En ces temps généreux, les récompenses pouvaient prendre la forme de celle remise à Marcel Charrol pour son travail de quinze ans comme secrétaire général et comme membre de la Commission du musée : une plaque de bronze argenté²⁶ que nous conservons dans son écran d'origine et dont la représentation de l'Archéologie en charmante allégorie a des contours « Art Nouveau » bien séduisants et rarement rencontrés²⁷... (fig. 2).

En 1923 la Société décidait de faire frapper une médaille destinée à commémorer la célébration de son jubilé²⁸, ce qui fut fait : la médaille du Cinquantenaire, ronde, en bronze, frappée à la Monnaie nationale, véritable œuvre d'art qui a sa place marquée dans toute collection d'amateur, est disponible en 1926 pour 20F.

Enfin en 1887, un américain avait créé le « fonds Thomson » pour des prix de récompense.

On part d'une vingtaine de membres titulaires en 1873 pour arriver très vite, d'après la liste publiée dans le numéro II du Bulletin à 166 membres en 1874 ; puis 191 inscrits en 1876 confirment le succès. En 1907, année de la création du musée, ils sont 139, en 1910, 170 et en 1925 malgré la saignée de la guerre de 14, il y a encore 172 inscrits ce qui témoigne donc d'une assez grande stabilité.

Constamment les recommandations des responsables vont vers le besoin de recruter et d'ouvrir la société. Pour cela il faut se rendre visible et attrayant, c'est tout à fait l'esprit des recommandations du secrétaire Charrol en 1910 ou encore du président Béraud-Sudreau en 1945 après la guerre, ou encore ce que nous pourrions dire aujourd'hui. Citons le secrétaire général Marcel Charrol, qui exhorte à attirer à nous de nouveaux membres ; plus nombreux serons-nous, plus nous pourrons faire de choses utiles et exercer une influence salutaire, il reste encore bien des monuments à étudier, bien des découvertes à faire, bien des objets à sauver, c'est là le fond de notre programme, il est assez vaste pour satisfaire tous les dévouements, toutes les initiatives ; laissez-moi croire que l'année qui débute apportera un fort contingent dans l'accomplissement de ces désirs²⁹...

26. A M. Charrol hommage de la Société Archéologique en souvenir de son cinquantenaire – Bordeaux 1873-1923. S'agit-il de la plaquette décernée comme marque d'estime personnelle et de gratitude à l'occasion du cinquantenaire de la SAB à six de ses membres : Mensignac, Bardié, Amtmann, Daleau, Coudol et Charrol ? *Cinquantenaire de la Société archéologique - 1873-1923*, Bordeaux, 1925, p. 34.

27. Elle est signée S.E. Vernier. Emile Séraphin Vernier (1852, Paris, 1927) est un médailliste auquel on doit par exemple une plaque dédiée à Pierre Lafitte, Directeur du Positivisme (1886), une autre représentant « Marianne », une médaille consacrée à Léon Gambetta et à l'inauguration du Mémorial (1888), la médaille officielle de Verdun de 1920, celle de l'Offensive britannique de 1922, une autre représentant le roi Fouad d'Egypte remise lors de ses voyages en Europe, etc. Une autre plaque dont le thème est l'Archéologie est conservée au musée des Beaux-Arts de Brême, on ne sait encore s'il s'agit d'un exemplaire identique ou non.

28. *Cinquantenaire de la Société...*, p. 2.

29. 1910, tome XXXII, p. 16.

Les besoins restent les mêmes, nous devons continuer dans le même sens avec des formes renouvelées, à ce jour 367 membres au dernier décompte sont fidèlement inscrits, les nouvelles adhésions, en particulier de jeunes étudiants chercheurs, réussissent heureusement à plus que compenser les départs.

L'administration

Si la société est démocratique dans son recrutement, elle apparaît plus conservatrice dans son fonctionnement : les mandats des présidents et des vice-présidents sont brefs, la vice-présidence est un apprentissage en vue de l'exercice de la présidence, et la reconduction du mandat est interdite.

On se méfie visiblement d'une main-mise sur la société de quelque ambition personnelle, on cherche à éviter la *perpétuation du pouvoir entre les mêmes mains* et on s'organise en conséquence.

Le bureau de 1873 comprend dix membres.

Les membres du bureau - tous bénévoles - sont renouvelés chaque année et rééligibles, à l'exception du président, qui est remplacé par le vice-président ayant obtenu le plus de voix. Le président ne préside donc qu'un an (il y aura une exception, Bardié, *par un artifice heureux*, est resté deux ans au pouvoir en 1906 et 1907³⁰ ; *Notre organisation est affaiblie par l'obligation statutaire de renouveler chaque année le président*, écrit alors un des membres). Il a un vrai rôle, important : il dirige les discussions, représente officiellement la Société, préside les commissions, sa voix est prépondérante. Il signe les délibérations et les actes faits au nom de la Société.

Les vice-présidents lui succèdent dans l'ordre de leur nomination.

La permanence, comme souvent, est assurée essentiellement par le secrétaire général (et ses adjoints) qui, lui, peut faire une véritable carrière : il reçoit et signe la correspondance, rédige ou fait rédiger par ses adjoints les procès-verbaux des assemblées générales ou des réunions du bureau. Il contresigne les actes de la Société, expédie les titres d'admission, donne les bons à tirer et fait de droit partie de toutes les commissions.

Il y a aussi un trésorier qui tient la comptabilité et dresse les comptes d'administration : c'est quand même le nerf de la guerre, mais il n'apparaît aucun problème de ce côté là.

L'archiviste a lui aussi un rôle important : *il reçoit et conserve les pièces, titres, plans, dessins, livres, documents, monuments et objets divers appartenant à la Société. Il tient un registre où sont consignées les découvertes archéologiques faites dans la contrée, registre qu'il communique sans déplacement aux personnes qui en font la demande.*

Cette tenue de registre reprend une idée émise à la Section archéologique de la Société philomathique - on l'a vu - en 1845, attestant encore une fois des éléments de continuité entre les différentes associations. Ce sera abandonné dans les statuts de 1910, les publications et en particulier la rubrique *Nouvelles et Découvertes* remplissant sans doute cet office.

Les statuts sont verrouillés par l'article 21 qui rend toute modification très difficile. Il y a trace de plusieurs tentatives ou vœux qui sont abandonnés en cours de route, le temps de réflexion laissé par la lenteur des démarches amenant l'abandon du projet.

Une deuxième version des statuts³¹, complétée par un règlement intérieur, est néanmoins rédigée et adoptée en 1910 explicitement en vue de l'obtention de la reconnaissance d'association d'utilité publique : car à la même date *M. Bardié regrette que la Société ne puisse ni acheter ni recevoir de legs*³². Le président donne alors des indications sur les formalités pour l'obtention de la reconnaissance d'utilité publique qui permettrait d'avoir la capacité civile. Ce sera chose faite par décret du 11 mars 1915.

Pouvoir accepter des dons et legs est effectivement devenu crucial, car l'article 11 organise le tout nouveau musée de la Société ouvert en décembre 1907 dans les locaux de la Porte Cailhau.

La procédure de représentation est quelque peu modifiée : un conseil d'administration de quinze membres élu pour trois ans et renouvelable par tiers choisit un bureau de huit membres, comprenant un président, deux vice-présidents, un secrétaire général, deux secrétaires, un archiviste et un trésorier.

Le bureau est élu pour un an, tous ses membres sont rééligibles, *mais le président ne pourra exercer sa fonction plus de trois fois consécutives*, mandat renouvelable deux fois sans dérogation possible : donc un contrôle, même assoupli, est maintenu sur la présidence.

Le conseil se réunit tous les mois, sauf pendant les vacances³³. Il est tenu procès-verbal des séances : c'est une source de renseignements inestimable.

Il y a réunion d'une assemblée plénière une fois par an, *pour procéder aux élections, entendre les rapports du secrétaire général et du Trésorier, et statuer sur les récompenses qui pourraient être accordées*. On demande son approbation de toute décision importante engageant la Société.

30. 1908, tome XXX, p. 73, puis 84.

31. Une première adaptation a eu lieu en 1906 pour se conformer à la loi de 1901 sur les associations.

32. Dès 1905, tome XXVII, p. 18 ; 1910, et t. XXXII, pp. XXIX, XLVII-L.

33. Entre août et décembre, dans ce pays de vendanges (1894).

Nous fonctionnons toujours sur ce mode.

Des commissions ad hoc peuvent être nommées, sous contrôle du bureau.

Le titre III du règlement intérieur, adopté le 8 décembre 1911³⁴, organise les travaux : une commission des publications de quatre membres, dont font automatiquement partie le président, le secrétaire général et le trésorier, dirige la publication du Bulletin, activité fondamentale de la SAB. Elle décide ou ajourne l'impression des travaux, négocie les modifications éventuelles, les illustrations...

Les articles 21 et 22 du titre IV *Dispositions générales*³⁵ sont destinés à protéger la Société des conflits d'opinion en une période assez agitée, dans le contexte de la naissance de la République, des affrontements entre athées et laïcs, Gallicans et Ultramontains, puis de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ils sont souvent repris en introduction des Bulletins avant et après 1905.

Art. 21 : La Société s'interdit toute discussion personnelle, politique ou religieuse.

Art. 22 : La Société n'accepte en aucune manière la solidarité des opinions émises par ses membres, lors même qu'ils seraient autorisés à les produire, soit dans les publications, soit dans les lectures publiques.

Chacun des membres garde son indépendance et jouit de l'irresponsabilité la plus complète pour toutes les appréciations qui n'émanent pas de lui ou auxquelles il n'a pas formellement adhéré.

Camille de Mensignac, qui semble avoir eu un caractère pour le moins entier, s'oppose en 1890 à l'échange de publication avec *La Revue Catholique de Bordeaux*, arguant que cela n'a aucun intérêt et que cela tend seulement à enrichir leur bibliothèque ; l'avis très conciliant du président Bonie³⁶ fait valoir que les demandeurs font aussi de l'archéologie, qu'on peut aider à former bien des gens ignorants et on finit par accéder à la demande.

Une discussion intéressante intervient dès les séances préparatoires à propos de l'article qui interdit toute discussion politique et religieuse³⁷. *M. de Chasteigner...cite pour exemple la question brûlante de l'archéologie préhistorique. Il est convenu ... d'après le Moniteur ou Journal officiel de cette science que dans la recherche des matériaux pour l'histoire de l'homme, on doit écarter tout ce qui pourrait atteindre l'un des trois ordres de faits, personnels, politiques ou religieux. M. Delpit répond qu'à certains points de vue, dans cette science, tout pourrait être personnel ; en histoire on touche nécessairement la politique, et à propos de numismatique on peut aussi effleurer des questions religieuses. M. de Chasteigner reprend*

que dans ce cas, il appartient au président de diriger le débat. M. Dezeimeris accepte volontiers l'article précité, mais il craint qu'il ne nuise à la discussion de certains faits scientifiques.

Cette discussion n'est sans doute pas complètement dénuée d'actualité, quand on pense à l'instrumentalisation fréquente de l'archéologie à des fins politiques, nationalistes ou autres, ou aux controverses actuelles entre Darwinistes et Créationnistes aux Etats-Unis...

Les hommes de la Société

Tous ne sont pas également connus.

Le premier bureau officiellement élu le 14 novembre 1873 réunit comme le veut le règlement 10 membres :

- Président : Jules Delpit, le chartiste.
- Vice-présidents : MM. Farine, conseiller à la cour, et Reinhold Dezeimeris, (1835-1913), fixé à Bordeaux vers 1854 ; membre de l'Académie (1863), de la Commission des Monuments historiques (1865), de la Commission des Archives municipales de Bordeaux (1867), correspondant de l'Institut en 1878, conservateur de la Bibliothèque municipale de Bordeaux en 1885. C'est le découvreur de notes manuscrites de Montaigne sur un exemplaire des *Annales et Chroniques de France* de Nicole Gilles. Il a fait acheter les cartes de la région de la fin du XVIIe par Claude Massé. Il a publié de nombreux ouvrages, et est élu conseiller général de Cadillac entre 1877 et 1889.
- Secrétaire général : E. Delfortrie, juge de paix, et collectionneur paléontologue.
- Secrétaires adjoints : Emilien Piganeau (1833-1911), Libournais d'origine, secrétaire jusqu'en 1896 puis président, artiste peintre et professeur de dessin, également membre de la Commission des Monuments historiques de la Gironde en 1869, de la Société des Archives historiques de la Gironde, et de la Société filleule historique et archéologique de Saint-Emilion qui fêtait l'an passé son centenaire. Ses albums sont les témoins uniques de monuments disparus ; la SAB a la garde, comme il l'a voulu, de son œuvre archéologique et nous conservons les précieux albums.
- Secrétaire adjoint également, Charles Bracquehay, sculpteur et directeur de l'Ecole municipale de dessin et de peinture.
- Archiviste : le marquis Théobald de Puységur, philologue.
- Trésorier : Emile Lalanne, fonctionnaire, directeur du Poids public.
- Assesseurs : MM. Lussaud et G. Labat.

34. Il reprend pour l'essentiel les textes de 1873 ; mais il reconnaît en outre le droit des femmes à être admises.

35. Anciens articles 18 et 19.

36. C'est encore le président Bonie qui parle d'*apporter le calme nécessaire pour maintenir la dignité de nos délibérations...*

37. 1874, tome I, séance du 23 mai 1873.

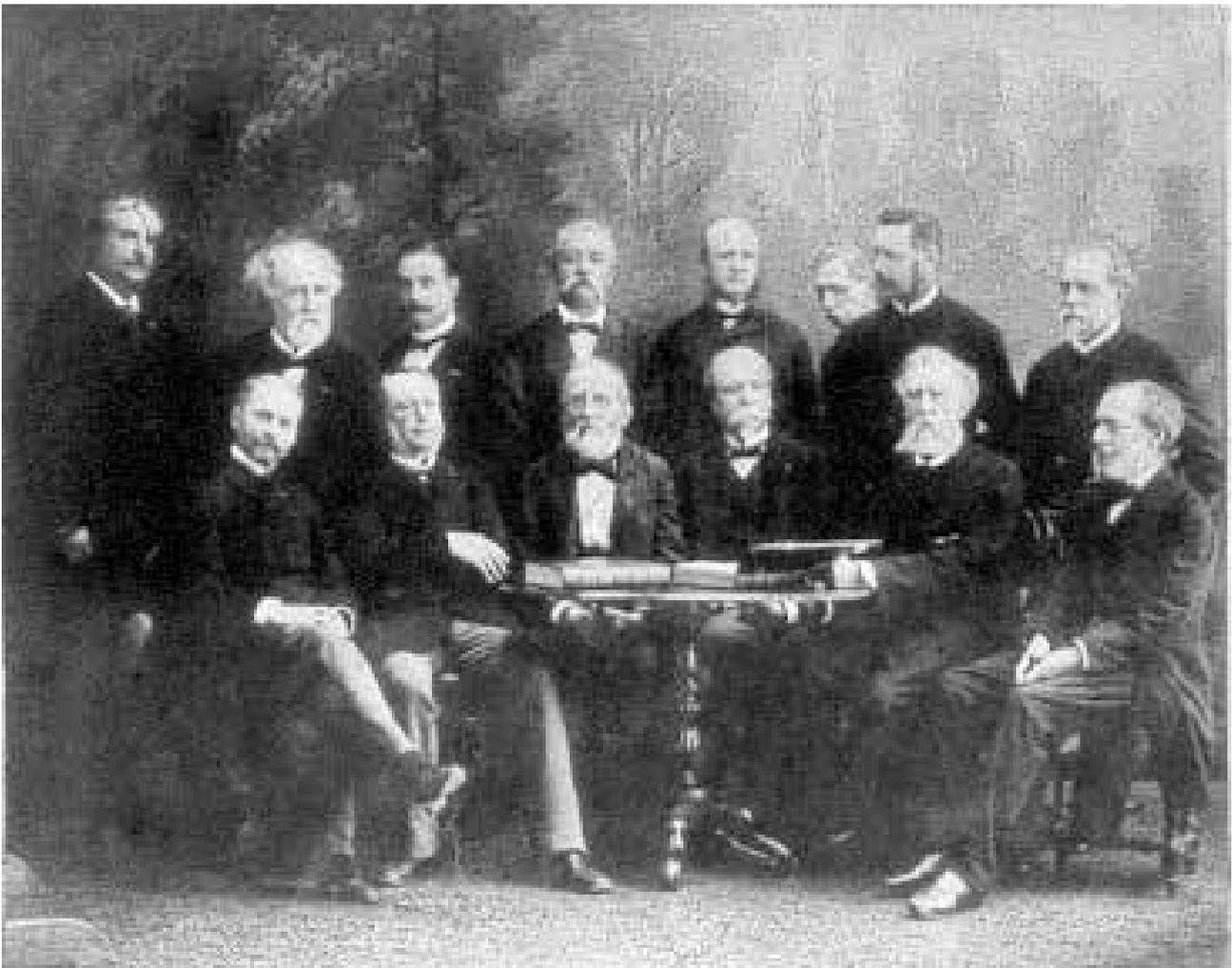


Fig. 3. - Réunion de membres de sociétés savantes dont la plupart ont fait partie de la SAB. Ph. Panajou Frères, vers 1890. Don Ed. Feret 1908. Cl. Bardou.
De gauche à droite en commençant par le 2e rang : E. Gaullieur, Léo Drouyn, L. Roborel de Climens, A. Ducaunnès-Duval, E. Lalanne, Ch. Marionneau, M. de Puy Ferrat, G. Labat. 1er rang : R. Dezcimeris, H. Barkhausen, J. Delpit, A. Sourget, Cte de Chasteignier, E. Brives-Cazes.

Le répertoire des premiers responsables fait apparaître une sociologie intéressante de la Société archéologique que la suite n'infirmes pas, à quelques nuances près. C'est la réunion éclectique de gens qui veulent se cultiver agréablement, connaissent en général une certaine aisance, de par la naissance ou de par leur profession, et qui ont tous en commun un bagage intellectuel conséquent, la culture pouvant pallier le manque de fortune : à côté d'aristocrates lettrés, de collectionneurs, il y a des gens professionnellement instruits, juges, médecins, architectes

ou encore ceux que l'on peut appeler des fonctionnaires de la culture, conservateurs de musées, bibliothécaires, archivistes, auxquels se joindront des professeurs et des instituteurs, et trois artistes archéologues. Ceux-ci ne sont pas là par hasard car ils vont être de ceux qui vont donner à voir par leurs représentations les objets d'étude.

L'étude des membres titulaires inscrits dès la première année enrichit cette analyse.

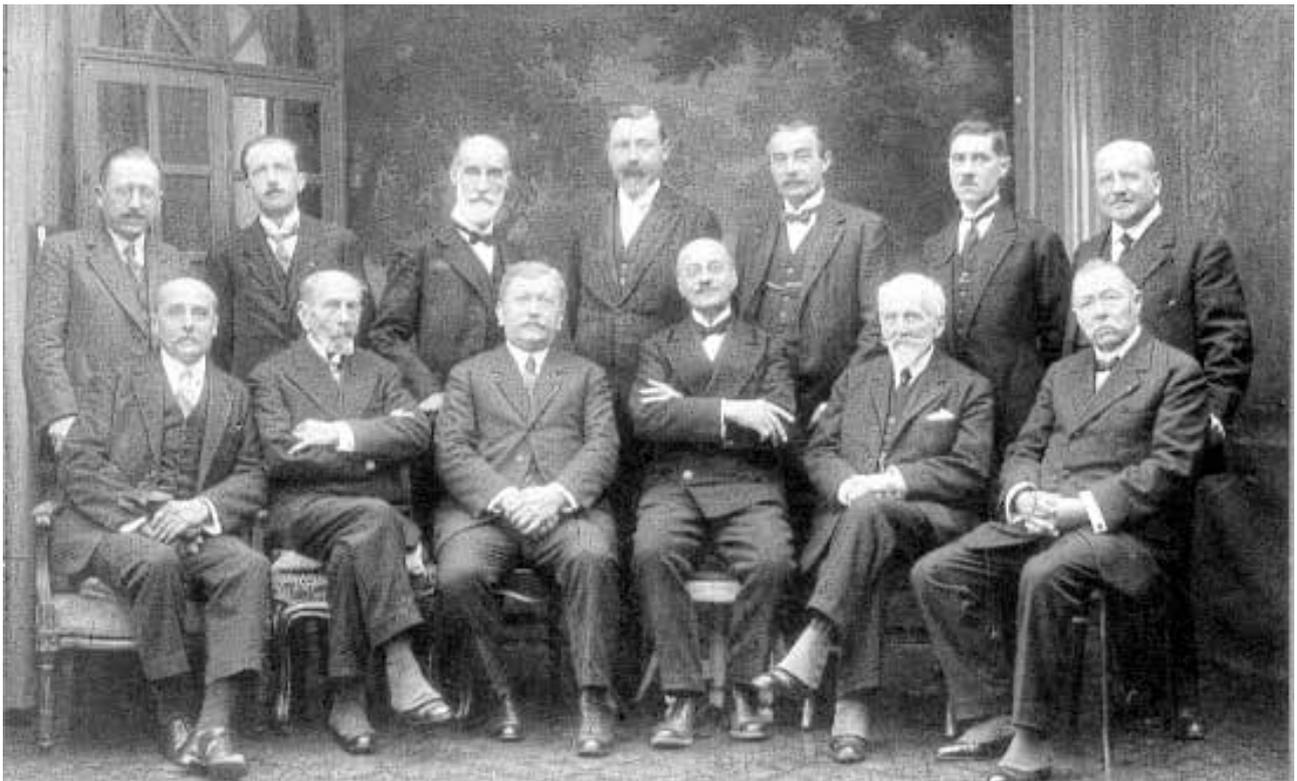


Fig. 4. - Membres du bureau 1930. Ph. Panajou Frères. Cl. P. Bardou.

De gauche à droite en commençant par le 2e rang : P. Trial, G. Malvesin, Dr Bourreau, G. Loirette, Ed. Bastide, G. Maziaud, Ch. Klipsch.-
1er rang : M. Charol, G. Bouchon, Th. Rivaud, A. Nicolai, Th. Amtmann, J. Coudol.

On y trouve des élus locaux, dont l'un, interlocuteur de la première heure de Sansas, est le futur maire de Bordeaux Alfred Daney³⁸, chez qui la SAB trouve un accueil toujours favorable ; et aussi le maire Emile Fourcand.

L'université est aussi présente : Barkhausen (1834-1914), professeur de droit administratif et ancien élu municipal, membre de la plupart des Sociétés savantes.

Le monde de l'édition : Gounouilhon est imprimeur comme Lannefranque et Edouard Féret, chez qui sera éditée la publication, Jules Chapon dirige la Petite Gironde

Le photographe Terpereau apporte dès le début l'avantage considérable de sa maîtrise d'une technique de reproduction très neuve. De même Courrèges à Libourne.

D'autres artistes : le sculpteur Braquehaye, directeur de l'Ecole municipale de dessin et de peinture, A. Girault, L. Augier, peintre décorateur, grand voyageur et collectionneur.

Le monde des négociants : Larronde, négociant pavé des Chartrons, Sécrestat, rue Notre-Dame, E. de Bethmann. D'autres grands noms du négoce rejoignent ensuite, en dépit de

la concurrence des grandes œuvres de sociabilité charitable ou de spectacles. Lors du plantureux banquet du Cinquantenaire, les vins nombreux sont offerts par Henry Cruse, René Calvet, Edouard Lawton, René Cordier...

La question de l'admission des dames se pose dès la première réunion préparatoire des statuts en 1873 : n'y aurait-il pas lieu de créer des *dames patronnesses* ? A elles revenaient traditionnellement l'arrangement des fleurs ou des objets dans les expositions...

Finalement on n'en fit rien et le recrutement jusque dans les années 1900 reste exclusivement masculin.

38. Alfred Daney, décédé en 1911, maire de Bordeaux en 1884, 1892 et 1904, a joué un grand rôle dans la construction des deux hôpitaux, de la Faculté de médecine, de l'Athénée, de l'Ecole des Beaux-Arts, dans la restauration de la Porte du palais, le dégagement des ruines du Palais Gallien, la transformation du Parc Bordelais. Il a accordé à Sansas sa confiance totale et immédiatement pris une adhésion à la SAB ; il favorise la création du musée du Vieux Bordeaux dont il tient à assurer l'inauguration le 27 décembre 1907 et lui accorde une subvention annuelle conséquente. Autres élus : MM. Chevalier, Georges Serr.

La mixité s'introduit peut-être par le biais des excursions ; on exprime de l'admiration dans les compte-rendus devant le courage des épouses à arpenter derrière Daleau ou un autre les pentes herbeuses ou les chemins boueux, dans la tenue élégante qu'on imagine, bottines à boutons, grands chapeaux et robes longues... Elles prennent leur place une par une, à la veille de la grande guerre on en recense six et d'ailleurs les statuts modifiés de 1910 précisent que *Les dames peuvent faire partie de l'Association*³⁹. La première semble être en 1898 Mlle Charlot, la seconde s'appelle Mme Vve de Tennes et est admise en 1901⁴⁰, la troisième est Mme Camille Bourrel en 1907, en 1909 Mlle Henriette de Pierredon, châtelaine de Puyseguin et secrétaire de la Société archéologique de Saint-Emilion, qui reçoit en 1912 la médaille d'Argent de la Société française d'Archéologie, en 1910 Mlle E. Kreyssig qui participe immédiatement aux réunions du bureau ; en 1912 Mlle Colonna, professeur de Lycée. La Société archéologique continue d'avoir aujourd'hui un important recrutement féminin, présent également dans son administration. Et c'est sans doute un pas décisif qui a été franchi en 2004 quand une femme pour la première fois a été choisie pour la présidence.

Evolution du recrutement

Des hommes d'une très grande qualité ont prêté leur concours et joint leurs efforts dès le début et tout au long de notre histoire.

Ce sont généralement des hommes d'âge mûr, des notables dont les portraits photographiques rendent compte du maintien digne, vêtus de redingote, le col haut serré, plus ou moins chevelus mais avec ordre, barbes ou moustaches viriles, souvent munis de lorgnons car pas tout jeunes ! Mais il y a quelques exceptions : il est question en 1887 d'Edouard Lawton, jeune collectionneur de 14 ans, ou encore de Fernand Molinié qui commence comme dessinateur et devient architecte, ayant participé à la décoration de la maison Bonie, qui décède après quelques années de sociétaire à l'âge de 30 ans⁴¹ ; ou encore Dast Le Vacher de Boisville au triste destin d'orphelin adopté dans une bonne famille, qui meurt au même âge après avoir été un jeune espoir de la Société⁴².

En 1874

- François Daleau de Bourg-sur-Gironde, collectionneur et ethnologue, inventeur de la Grotte de Pair-non-Pair, tout autant que de la préhistoire en Gironde, ce qui permettra à lui-même et à la société d'avoir des contacts avec des personnalités extérieures du monde scientifique de l'importance de l'abbé Breuil, de Cartaiac ou du Dr. Capitan qui lui rendent visite ainsi qu'à la Société.

- E. Bonie, conseiller à la Cour, qui avec son frère lèguera à la Ville ses collections et la maison, anciennement rue d'Albret, qui les abritait (la SAB n'a pu en éviter la destruction dans les années 70 lors de la construction de l'Ecole de la magistrature, mais le musée d'Aquitaine conserve et en expose une partie).

- Le baron Charles de Montesquieu

- le docteur Berchon, médecin de marine, dont les héritiers lèguent la collection d'objets de l'âge du bronze,

- le docteur Azam, professeur de médecine, beau-père de Camille Jullian, grand connaisseur des faïences

- les négociants MM. Schröder et F. Brown

- le cardinal archevêque Mgr Donnet ainsi qu'un autre prélat, Mgr Parenteau, qui introduisent une longue lignée d'ecclésiastiques, soit par goût personnel de l'histoire et de la culture, soit qu'ils soient fortement encouragés à venir dans l'espoir de les instruire et d'éviter les dommages tant redoutés dans les églises.

- Felix Dubois, rue Ségulier, collectionneur dont la collection est publiée dans le Bulletin dès le deuxième tome.

En 1875,

- le peintre décorateur L. Millet, le photographe Panajou et le peintre-verrier Gustave-Pierre Dagrard (1839-1915)⁴³, longtemps trésorier, dont la SAB notera la commande d'une immense verrière pour Saint-Pierre de Rome,

- l'historien Tamizey de Laroque, originaire du Lot-et-Garonne

- Camille de Mensignac, actif jusqu'à sa mort en 1926, conservateur des Musées préhistorique, des Armes et des Antiques, qui sera secrétaire général de 1879 à 1885, président en 1894 puis à nouveau à quatre reprises, *digne successeur des Jouannet, Rabanis et Sansas* comme le dit Nicolăi dans sa notice nécrologique, continuant ainsi son portrait : *A la faveur des grands travaux de voirie entrepris à cette époque [les années 1870]... on éventra des quartiers entiers privés d'air et de lumière, on perça ces grandes et belles artères qui sont l'orgueil de notre cité, partout on affouilla profondément le sol. En place de Sansas qui n'était plus, on s'accoutuma aux incessantes visites, au contrôle de tous les instants de ce nouvel inspecteur improvisé en chapeau haut de forme, en cravate blanche, en*

39. Alors que l'autorisation des parents est nécessaire pour les mineurs, est-il précisé juste après...

40. Elle fait un don immédiatement après.

41. Il est pour une part l'auteur du diplôme artistique de la SAB.

42. On se rend compte en lisant dans les bulletins les condoléances adressées aux collègues d'âge mûr combien de jeunes gens mouraient tôt faute de traitement aussi efficace que les antibiotiques tant décriés aujourd'hui.

43. Gustave-Pierre Dagrard, mort en 1915 ; élève de l'Ecole des Beaux-Arts de Bayonne, puis dans l'atelier de Villiet ; en 1864 il fonde une fabrique à Bayonne, puis en 1875 à Bordeaux. Il est l'auteur de vitraux des cathédrales de Bayonne, Dax, Bilbao, Vitoria, Port-au-Prince, Lima, Valparaiso, Diamantina, Basilique de Lujan en Argentine où il a peint 300 motifs sur verre.

redingote noire, cette légendaire redingote qu'il ne quitta plus un jour de sa vie, et cette sévère tenue ne l'empêchait pas de descendre dans les tranchées, de s'y couvrir de terre, de boue, de poussière, de plâtras, selon le temps ou les gisements. Rien n'échappait à son investigation ; combien de stèles funéraires inscrites, combien de cippes, combien d'autels, combien de sculptures ne lui doit-on pas non seulement d'avoir déchiffré mais surtout d'avoir sauvé...

- un Londonien issu d'une grande famille du négoce de porto, Offley Forrester,

En 1876,

- Albert Brandenbourg, qui succède à Emile Fourcand comme maire de Bordeaux,

En 1877

- le négociant Théodore Amtmann, qui devient un photographe amateur actif et de grande qualité et sera l'archiviste au moins neuf années de suite ; le peintre décorateur A. Combes, le sculpteur Tapiou, les architectes Louis Dumeyniou et Faulat

En 1878

- Pierre Durand, l'architecte des boulevards

En 1880

- l'abbé Corbin, chanoine honoraire,

- l'architecte Alfred Duprat

- le peintre Gintrac

- le conservateur du musée préhistorique Gassies, revenu après cinq ans de mise à l'écart, volontaire ou non.

En 1884

- le grand historien Camille Jullian, qui est alors maître de conférence à la Faculté des Lettres, avant d'être appelé à Paris comme professeur d'antiquités nationales au Collège de France en 1905, réaffirme une collaboration entre SAB et Université qui loin de se démentir, se poursuit constamment tout du long et jusqu'à nos jours inclus. L'alliance de la SAB et de ses membres universitaires contribue à mieux étudier les découvertes et à enrichir les analyses que reprennent nos publications. Paul Courteault définira plus tard la répartition des tâches : à l'Université l'enseignement supérieur et la recherche, à la Société la vulgarisation qui ne peut assumer l'Université.

Un universitaire parisien, le professeur Haussoulier, est également admis la même année.

En 1886

- le curé de Saint-Michel, l'abbé Dauby,

En 1887

- l'abbé Léglière, vicaire de la Bastide,

- Maille, facteur d'orgues.

- l'abbé Gaubert, curé de Bonnetan, l'abbé Valette, curé de Saint-Mariens

- Edouard Lawton, Henri Gasqueton, propriétaires

- A. Communay, président de la Société des Archives historiques

- Armand Bardié, négociant en meubles issu d'une modeste famille d'artisans menuisiers, dont on nous dit qu'il prit le

goût de l'art dans un livre de prix de la « Bibliothèque des Merveilles », très actif dans la société et en particulier dans la création du musée du Vieux Bordeaux, champion de l'*archéologie populaire*, photographe amateur actif et touriste impénitent dans un souci d'archéologie comparée,

- Le marquis de Dampierre, au château de Plassac en Charente Maritime, président de la Société des Agriculteurs de France, qui est une sorte d'Académie,

- Joseph de Santa-Coloma, négociant

En 1889

- Francisque Habasque, président honoraire de la Cour d'appel et correspondant honoraire du ministère de l'Instruction publique,

En 1891

- Paul Flos, qui donne de beaux dessins des ferronneries qu'il aime et commente avantageusement ⁴⁴, constituant apparemment une importante série déjà prête en 1917, et destinée à former l'*album des ferronneries artistiques de Bordeaux* qui ne semble pas avoir pu voir le jour.

En 1892

- Joseph Brutails, archiviste de la Gironde.

En 1893

- A. Nicolaï, avocat et grand connaisseur des faïences, Omer Miller, artiste peintre, numismate et grand collectionneur : ses dons à la SAB amèneront la création du Cercle Bertrand Andrieu en 1947.

En 1895

- l'architecte Coudol, collectionneur, que son métier amène à force découvertes partagées avec la SAB

En 1898

- Pierre Meller, le généalogiste de l'*Armorial d'Aquitaine*

En 1899

- Philippe Alexis Edouard Evrard de Fayolle, (1862-1913), pharmacien, et savant numismate et archéologue bordelais, collectionneur, qui donne aux musées plus de six mille objets et aux Archives municipales douze mille documents figurés ; auteur de recherches sur Bertrand Andrieu, le graveur de médailles ; ainsi que Paul Fourché, antiquaire et grand collectionneur, très actif à la SAB jusqu'après la guerre et qui fait don en 1916 au musée du Vieux Bordeaux du séduisant tableau de Pierre Lacour représentant le port des Chartrons (fig. 10) ⁴⁵.

44. Cf. tomes de 1914, 1915, 1917, etc. Il est question également d'un Leopold Flos, de la génération précédente apparemment.

45. C'est le même collectionneur qui, outre la création de la Fondation Fourché censée assurer l'avenir de notre musée, lègue en 1922 à la Ville d'Orléans - d'où il est sans doute originaire - une collection exceptionnelle et encyclopédique, comprenant de nombreux dessins italiens récemment exposés, collection si importante qu'il fut nécessaire d'édifier un musée pour la conserver, malheureusement détruit pendant la dernière guerre en 1940, et dont les restes furent recueillis par le Musée des Beaux-Arts d'Orléans.

En 1900

- Pierre Paris, professeur à la Faculté des Lettres et directeur de l'Ecole des Beaux-Arts, et le chanoine Jules Callen (1835-1914), docteur en théologie et directeur de la Revue catholique de Bordeaux

En 1901

- Marcel Charrol, longtemps secrétaire général, qui reçut en remerciement l'étonnante plaque d'argent figurant à l'exposition ; il fit de la Société son légataire universel, lui laissant en particulier son importante bibliothèque

- Jean Cabrit, peintre élève de Salomon, puis d'Auguin, en 1899 conservateur du musée de peinture et sculpture de Bordeaux, collabore à la création du musée du Vieux Bordeaux, Porte-Cailhau – il participe au comité de l'exposition de 1907 où il organise la section des Beaux-Arts. Ses qualités, *érudition, disponibilité, confraternité, amabilité et savoir ...lui avaient gagné l'affection de tous nos collègues*, sont caractéristiques de ce que l'on attend d'un bon sociétaire.

En 1907

- Paul Courteault, historien, professeur à la Faculté des Lettres

En 1908

- le peintre Edmond Fontan

En 1910

- Théodore Ricaud

En 1912

- Joseph Béraud-Sudreau, négociant. Il met à profit sa campagne de guerre pour commencer des recherches en Lorraine, qu'il poursuivra plus tard ; il rejoint à son retour très vite le bureau et sera le président de la sortie de la guerre de 1940.

En 1923

- O. Gauban, avocat, bon connaisseur de La Réole

En 1924

- Louis Cadis, ingénieur du midi, remarquable photographe. Il lègue son fond photographique à la SAB en 1954 ⁴⁶.

Le cas de Malvezin-Fabre est tout à fait édifiant : entré en 1918 à la SAB, après une jeunesse laborieuse comme préparateur à la Fac de Médecine puis de Sciences, membre de plusieurs sociétés dont la Linnéenne, il devient en 1951 professeur et président de la SAB ; en 1955 est créée pour lui la première maîtrise de conférence d'anthropologie et de préhistoire à la Faculté de Bordeaux.

Les professeurs d'histoire et d'histoire de l'art de l'après-guerre, MM. Pariset, Etienne, Marcadé, Gardelles, Roudié, puis Coustet et Araguas aujourd'hui, ont maintenu et maintiennent le lien indispensable avec l'Université.

Pierre Régaldo Saint-Blancard, entré en 1976, fut un très jeune président, sans doute le plus jeune de notre histoire : quand il prit ses fonctions en 1986 il n'avait que 34 ans. Il assure le lien avec la recherche institutionnelle.

La SAB peut avoir des sociétés-filleules : celle de Saint-Emilion, par exemple, en 1906 ⁴⁷.

On peut relever quarante sept sociétés correspondantes dès 1878 : à Paris la Bibliothèque des Sociétés savantes, le Congrès archéologique de France, l'Institut des Provinces de France, la Société française d'Archéologie et de numismatique et la Société nationale des Antiquaires de France ; mais aussi en province : à Amiens la célèbre société des Antiquaires de Picardie, et à l'étranger.

En 1908 il y a quatre-vingt cinq sociétés correspondantes en France, et vingt-six à l'étranger ⁴⁸ !

En 1908 toujours, il y a

- sept membres honoraires étrangers : des personnalités de Suisse, deux conservateurs du musée royal d'Archéologie de Stockholm, le directeur du musée royal de Copenhague ; 8 membres correspondants ; et

- seize membres honoraires français, sommités parmi lesquelles les grands préhistoriens, le Dr Capitan et Emile Cartailhac, le prince Bonaparte et Ernest Babelon, Louis Gonse le directeur de la Gazette des Beaux-Arts, le comte de Lasteyrie et Héron de Villefosse pour les Inscriptions et Belles-Lettres, enfin Marius Vachon, membre du Conseil supérieur de l'Enseignement technique au Ministère du Commerce et de l'Industrie, publiciste et critique d'art très impliqué dans la création de musées dits d'Art et d'Industrie en relation avec la formation professionnelle, et qui est très présent auprès de ceux qui s'emploient à la création de musée d'art ancien à la SAB, dont Bardié.

En 1923, la Société compte vingt sept membres honoraires, dont toujours la fine fleur des préhistoriens, correspondants de Daleau à propos de Pair-non-Pair et de la Dordogne proche, aux précédents s'ajoutent l'abbé Breuil, le comte Bégouen ; mais aussi M. Prou, directeur de l'Ecole des Chartes et E. Lefevre-Pontalis, qui y est professeur ; Marius Vachon, membre du conseil supérieur de l'enseignement technique est toujours présent ; il y a même Robert de Mequenem, directeur de la mission des Fouilles de Susiane, un autre au Vietnam, etc.

46. 1954, tome LIX, p. 11 .

47. 1906, tome XXVIII.

48. La Commission royale d'arts et d'archéologie de Bruxelles depuis le tout début, mais aussi des sociétés de Liège, Namur, l'Académie d'Archéologie de Belgique d'Anvers, d'autres à Madrid, La Haye, Londres, Mexico, Taunton en Angleterre, Agram en Croatie, Lisbonne, le Smithsonian Institute à Washington, et le bureau américain d'Ethnologie. La guerre de 14 entraînera l'exclusion de deux membres étrangers.

Cela traduit le rayonnement de notre Société. Cela veut dire également échange de publications, d'information, à la manière dont fonctionnent les organismes homologues allemands qui sont alors un vrai modèle pour l'organisation des universités et du savoir⁴⁹ ; également des invitations à participer ou simplement assister aux congrès des unes et des autres, en particulier ceux qui se tiennent à la Sorbonne sous l'égide du Ministère de l'Instruction publique, pour lesquels des billets SNCF à tarif réduit sont délivrés au représentant. On participe aux Congrès préhistorique de France, Congrès de la Société française d'archéologie, Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistoriques, Congrès international archéologique, Congrès international d'histoire de l'Art...

Quand on consulte la correspondance d'un président en exercice, on s'aperçoit que loin de rester cantonné à Bordeaux, il est en relation avec de nombreuses personnalités, ses homologues, en France ou à l'étranger : l'écho national et international des travaux de la Société à l'écoute des autres est ainsi palpable.

On essaie également à l'échelon régional d'organiser et mutualiser les ressources et les découvertes des Sociétés : en 1908, l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest regroupe environ vingt organismes (Pau, Agen, Tarbes, Angoulême, etc.), qui se font une publicité mutuelle, publient un bulletin commun et se réunissent en congrès tous les deux ans.

En 1907 a eu lieu le 1er congrès des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie du Sud-Ouest à Bordeaux et la SAB assume son organisation.

En 1908 est fondée la Société d'Histoire de Bordeaux, sous l'égide de l'université. Il y a ainsi souvent des doublons entre sociétés d'une même ville, entre celles qui sont nées d'une initiative privée et celles qui relèvent plutôt du public...

Après la seconde guerre mondiale, deux structures plus spécialisées voient le jour au sein de la société :

Le 21 décembre 1947, est fondée la section numismatique qui prend le nom de Cercle Bertrand-Andrieu le 12 janvier 1952, d'après le nom du graveur de médaille d'origine bordelaise. La numismatique a fait l'objet d'études depuis le début de la SAB, mais il s'agit plus particulièrement d'étudier la collection léguée par Omer Miller. Il faut dix ans pour fixer l'organisation intérieure, les moyens et les buts de son activité. Trois membres fondateurs : MM. Edmond Bastide, doyen d'âge des numismates bordelais, R. Forton, trésorier de la SAB et J. Ducasse, collectionneur.

Le groupe Jules-Delpit est fondé entre le 5 mai et le 7 juin 1957. Il est nommé d'après le savant archiviste dont la très importante collection de documents achetée en 1894 par la Ville est partagée entre Bibliothèque municipale et Archives municipales. Le président Raoul Cousté parle de *la spécialisation des connaissances humaines* entraînant le besoin d'un *approfondissement* et de la *nécessité du travail scientifique*. Conformément à la tradition, le groupe prend la relève de la Société des Archives historiques dont l'activité vient de s'arrêter et qui laisse un vide dans ce domaine particulier de l'étude des archives. Il a un faible effectif, mais une activité régulière, qui se perpétue toujours. Le conservateur des Archives départementales, l'archiviste Betgé-Brezetz, en accepte la direction. MM. Védère, Loirette, archivistes, accordent leur concours, ainsi que le professeur Coupry, directeur des Antiquités, les professeurs Higounet, Pariset et tout particulièrement M. Roudié.

La réunion mensuelle des débuts de la SAB prenait place le 1^{er} vendredi de chaque mois.

La société a aujourd'hui trois réunions mensuelles : l'assemblée générale le second samedi de chaque mois, le groupe Jules-Delpit le quatrième samedi et le cercle Bertrand-Andrieu le troisième dimanche.

La localisation de la SAB

Certaines sociétés d'archéologie ont eu ailleurs la bonne fortune qu'un généreux mécène les dote d'un havre où elles puissent abriter l'ensemble de leur activité, comme par exemple à Amiens un ancien hôtel particulier : cela n'a pas été le cas à Bordeaux.

Au fil du temps la SAB a déménagé dans quatre localisations successives :

- l'ancien hôtel de l'Académie, rue Jean-Jacques Bel, construit en 1708 ;
- puis le tout nouvel hôtel nommé « Athénée », construit en 1889 sous l'édilité d'Alfred Daney, 53 rue des Trois-Conils (aujourd'hui détruit, à l'emplacement du centre Saint-Christoly), pour abriter les huit sociétés savantes ainsi que les réunions politiques. L'architecte municipal Flandrai⁵⁰ a reconstruit à neuf sur l'emplacement de l'ancien hôtel de Brivazac, dit encore hôtel Fieffé du nom de son dernier occupant qui l'a légué à la ville ; le Dr Berchon loue le *véritable palais des Sociétés savantes de Bordeaux* installé par les soins d'une municipalité *toujours disposée à s'imposer des sacrifices dans l'intérêt des Sciences et des Arts*.

49. Cf. C.T.H.S. *Bulletin de liaison des Sociétés savantes*, « Les sociétés savantes et la recherche », article de J.P. Chalain « Les sociétés savantes : vulgarisation du savoir ou renouvellement scientifique », 2005.

50. Architecte de la Ville, auteur également de l'Ecole de Santé Navale.

Pendant la première guerre mondiale, l'Athénée est réquisitionné par l'autorité militaire et la SAB trouve asile chez l'importante Société de géographie commerciale⁵¹.

- L'Athénée devenu insuffisant du fait du développement de la vie associative, la SAB émigre en 1939 avec sept autres sociétés et les Archives municipales rue du Loup, dans le vénérable hôtel de Ragueneau construit en 1643 par Pierre Léglise.

- L'âge du bâtiment ne permettant aucune surcharge, sauf à risquer de s'écrouler, il ne peut désormais abriter que le seul développement des Archives municipales ; les Sociétés savantes migrent alors en 1977 vers l'hôtel Calvet, place Bardineau, racheté par la Ville pour les accueillir. C'est l'occasion pour elles de s'unir en une *Union Scientifique d'Aquitaine*

qui permet en outre de mutualiser frais et locaux et publie un bulletin de liaison commun, *Le Mois Scientifique d'Aquitaine*, informant sur l'ensemble des activités.

Nous y sommes toujours, cette localisation au centre de Bordeaux est idéale pour permettre la réunion de nos membres, et ce en dépit de certains inconvénients : nos locaux au troisième étage ne sont pas d'un accès facile pour ceux de nos fidèles les plus âgés, la richesse de notre bibliothèque est confinée dans un sous-sol exigü et parfois trop humide, la collection de nos revues attend de partir pour un organisme qui voudrait bien accepter de l'accueillir et de leur offrir les mètres linéaires d'étagères utiles...

Les activités de la Société

Elles se caractérisent par la dynamique d'un renouvellement dans la continuité.

Les statuts de 1873 définissent son activité et le champ de ses applications :

Une Société d'archéologie est établie à Bordeaux pour contribuer à la propagation de l'étude archéologique des monuments de toute nature, antérieurs au XIXe siècle et concernant l'ancienne Aquitaine.

En vue de ce but elle pourra fonder des cours publics, donner des prix, organiser des expositions, faire des publications destinées à rendre plus facile la connaissance des antiquités (surtout locales).

De manière très actuelle c'est une société qui se définit d'abord comme de communication.

Ernest Labadie précise même que *La Société a été créée par un groupe d'archéologues qui regrettaient depuis longtemps de voir les nombreuses études publiées sur l'Archéologie locale, disséminées dans différents recueils périodiques et même dans les journaux périodiques.* Suit la liste de la quinzaine des principaux recueils et journaux où ont paru ces études⁵². De fait le Bulletin va publier réunis les articles de son fondateur donnés dans ces conditions.

Les statuts modifiés et reformulés adoptés en 1910, bénéficiant de l'expérience acquise en plus de trente ans d'existence, précisent et développent :

L'Association dénommée Société Archéologique de Bordeaux....a pour but principal :

1° d'assurer la conservation des antiquités (monuments et objets anciens de toute nature et de toute époque) se rattachant à la région autrefois comprise sous la dénomination d'Aquitaine.

2° de faciliter la connaissance de ces antiquités en contribuant sous toutes les formes qui seront reconnues utiles au développement des études et recherches archéologiques, historiques et artistiques⁵³ s'y rapportant.

A cet effet, la Société pourra notamment exécuter ou subventionner des fouilles ou des travaux de conservation ; acquérir des monuments ou des objets reconnus dignes d'être conservés, fonder ou subventionner des cours publics⁵⁴ ; instituer des prix ; organiser des conférences, des expositions temporaires ou permanentes, telles qu'un Musée, faire des publications, y participer, etc. la présente énumération étant simplement indicative et non limitative.

51. 1914, tome XXXVI, p. LIX.

52. 1906, tome XXVI, *Table générale des vingt-cinq premiers volumes* publiée à l'initiative de l'archiviste J.A. Brutails ; Introduction d'Ernest Labadie : *Bulletin polymathique de Bordeaux*, 1800-1822 ; *Actes de l'Académie de Bordeaux* (1819 et suiv.) ; *L'ami des Champs* (1823-1863) ; *La Ruche d'Aquitaine* (1817-1819) ; *Musée d'Aquitaine* (1819-1824) ; *La Gironde, Revue de Bordeaux* (1833-1839) ; *Compte-rendu de la Commission des Monuments historiques du département de la Gironde* (1841-1865) ; *Le Progrès, recueil des Sciences, des Lettres et des Arts* (1863-1870) . Journaux politiques : *L'Indicateur* (1804-1861) ; *Le Mémorial bordelais* (1814-1862) ; *La Guienne* (1831-1887) ; *Le Courrier de la Gironde* (1841-1887) ; *La Gironde* (1853 et suiv.) ; *Le Journal de Bordeaux* (1857-1887) ; *La Province* (1870-1878).

53. Termes dont MM. Fourché et P. Paris demandent respectivement l'adjonction en 1905 au vu des communications.

54. La graphie « publiés » semble être une coquille typographique.

La mention *antérieure au XIXe* fixant la limite a disparu, par contre la référence aux *objets* est apparue et aux *recherches archéologiques* se sont ajoutées les *recherches historiques* et *artistiques*.

S'il est vrai que l'on s'est surtout préoccupé dans un premier temps, dans la droite ligne de la tradition et la continuité du néo-classicisme, d'antiquités gallo-romaines et d'épigraphie, d'autres thèmes se sont bien vite développés, à commencer par exemple par la préhistoire et l'ethnographie sous l'influence de François Daleau, et les arts décoratifs, en particulier sous celle d'Armand Bardié.

Conservé, protégé, étudié et faire connaître le patrimoine archéologique, historique et artistique de la Ville de Bordeaux et du département de la Gironde, intervenir s'il est menacé, et faire connaître menaces et interventions ; distribuer du savoir, avec une revue, une bibliothèque, un musée, un cours public : voici définies les motivations fortes de la Société archéologique et ses modes d'intervention apparaissent immédiatement, dans un contexte d'urgence.

Par exemple :

- En 1901 une mosaïque gallo-romaine rue de Cheverus dont *seuls quelques morceaux sont sauvés...est aujourd'hui sous un lit de béton... la SAB recherche les moyens de prévenir de pareils accidents*⁵⁵.

- Le 17 juin 1903, alors que l'on projette depuis 1896 de percer une *grande voie* partant du Grand Théâtre à travers Bordeaux vers Saint-Michel et la Gare, la SAB écrit au maire des recommandations tout à fait remarquables :

La S.A.B. exprime le vœu que la Municipalité se réserve l'entière et absolue propriété non seulement des objets qui pourront être découverts dans les fouilles de la « Grande Voie », mais encore de tous autres objets tels que grilles, balcons, frises, rosaces, mascarons, etc. offrant un intérêt historique, artistique ou archéologique. Cette réserve devra être étendue à la totalité de la superficie des immeubles expropriés ainsi qu'aux nombreux éléments de décoration intérieure desdits immeubles : boiseries sculptées, rampes d'escalier, cheminées, ferrures, etc.

*La Société archéologique insiste auprès de la Municipalité pour que, préalablement à toutes fouilles et à toutes démolitions, une commission spéciale soit nommée, qui devra être avisée en temps utile pour visiter les lieux et donner son avis*⁵⁶.

Des propositions moins rationnelles sont avancées : ainsi l'idée de déplacer à la manière des ingénieurs américains, d'une seule pièce, ceux de nos monuments archéologiques menacés par les travaux de voirie⁵⁷...

Les publications

Le Bulletin, qui s'appellera plus tard Revue, est pratiquement la raison d'être de la Société. Sansas, sans doute parce qu'il est journaliste, « publiciste » comme on disait alors, a très bien compris le caractère indispensable de communiquer par écrit, d'enregistrer en quelque sorte comme un constat irréfutable pour ses contemporains et pour la postérité ce qu'on voit, ce qu'on fait et ce qu'on pense à la SAB. Cet instrument de communication, pour « faire connaître », est immédiatement mis en œuvre dès la naissance de la Société : premier numéro en 1874, nous en sommes actuellement au tome XCV.

La parution était alors par fascicules trimestriels. En dépit de crises ponctuelles, les livraisons ne se sont interrompues que momentanément à l'occasion des deux guerres ; parfois elles regroupent plusieurs années en une seule livraison, en raison notamment de la difficulté de réunir à temps les articles, problème majeur qui est toujours d'actualité comme vous le dirait le Comité des publications, mais qu'on a jusqu'à maintenant réussi à surmonter⁵⁸...

Les débats qui animent les réunions mensuelles, sous une forme imprimée un peu lissée par rapport à l'original manuscrit, les découvertes et nouvelles, les communications qui en sont jugées dignes, les présentations d'objets, le compte-rendu des excursions et des participations aux congrès nationaux et internationaux y figuraient in extenso. Notre histoire s'y inscrit au fur et à mesure.

En 1885 on décide de communiquer systématiquement le rapport des séances aux journaux : encore un moyen de faire connaître et de se faire connaître.

55. 1901, tome XXIII.

56. 1903, tome XXIV, p. 16.

57. 1908, tome XXX, p. 70.

58. *Le Bulletin est également l'objet de notre sollicitude ; mais là je suis obligé de constater l'échec complet de mes tentatives pour hâter sa publication. Quel qu'ait été mon désir souvent manifesté auprès des auteurs par des lettres de rappel, un certain nombre ne m'ont pas encore remis les manuscrits nécessaires à son bon fonctionnement. Or, malgré tous les règlements du monde, il est impossible de paraître sans copie, pas plus qu'il n'est souhaitable d'antidater un mémoire ; je suis d'autant plus navré de cette situation que je pensais pouvoir mettre sous presse le Bulletin de 1909 et rattraper ainsi le cours normal. Et le plus curieux, c'est que les auteurs des retards sont précisément ceux qui se plaignaient, il y a quelques mois, des lenteurs de la publication. Je souhaite cependant que cet état ne se prolonge pas plus longtemps, et en ce qui me concerne, armé des pouvoirs particuliers que la société a récemment votés, je m'emploierai à le faire cesser. Nous devons publier régulièrement....* Marcel Charrol, secrétaire général, 1910, Tome XXXII, p. 15. En 1913, les planches d'illustration, non parvenues à temps, sont annoncées pour 1914...

Au même moment les problèmes financiers commencent à apparaître et il faut se résoudre à réduire l'édition du bulletin de cinquante exemplaires (mais les temps changent et au contraire en cette année 2006 nous devons augmenter notre tirage de cinquante exemplaires). En 1889 on inaugure les tirés à part pour les auteurs.

On publie également les textes officiels de référence : ainsi la Loi pour la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique du 30 mars 1887, qui en particulier entreprend la réglementation des fouilles.

On y joint la liste des monuments classés, qui comprend des mégalithes pour la première fois.

En 1903, c'est l'ordonnance relative à la conservation des monuments diocésains et des objets d'art religieux dans les églises du Cardinal archevêque Lecot.

Dès le début également on se soucie de l'illustration : l'histoire de l'art et l'archéologie sont à juste titre jugées inséparables de ces représentations. Léo Drouyn intervient en ce sens dès les séances préparatoires, recommandant estampages, dessins ou même photographies des inscriptions découvertes, se souciant de trouver un bon, voire le meilleur, atelier de reproduction⁵⁹. Et la consultation des premiers numéros surprend par la qualité tout à fait remarquable des illustrations et du soin apporté à leur reproduction, dont certaines sur papier particulier : dans le premier tome, dessins, gravures, photographies dont le rôle va devenir de plus en plus important, soit 39 illustrations, dont certaines lithographiées en bichromie, d'après Emilien Piganeau, Charles Braquehay ou Léo Drouyn qui donne de très nombreux dessins, héliographie d'une photographie de l'Hercule du musée d'Aquitaine par Terpereau, qui donne aussi un cliché d'une qualité remarquable d'une inscription latine⁶⁰. Le second tome persévère : lithographies d'après les relevés en couleurs de peintures religieuses médiévales par Augier et Millet, dessins de Bernède, artistes peintres qui se joignent aux précédents, et l'effort se poursuit.

M. Habasque remarque en 1896 à propos *des dessins de maisons, motifs d'architecture, tout cela en démolition aujourd'hui à Saint-Emilion* montrés par Piganeau : *il serait bien de faire ainsi des reproductions de monuments, maisons, etc. appelés à disparaître ; en entrant dans cette voie, on créerait une collection des plus intéressantes et des plus sérieuses. On pense à constituer des albums de photographies*⁶¹.

Hommage contemporain, Raymond Céleste dresse le bilan de vingt-cinq ans d'activité de la Société, en 1899 et à juste titre le chapitre de l'illustration retient son attention comme la nôtre :

Au vingt-deuxième volume de sa collection, elle *a donné environ cinq cent planches et dessins dans le texte, reproduisant plus de mille objets et monuments anciens. Ces reproductions ont été faites au moyen de la gravure, de la lithographie, de*

la photographie, de la phototypie, de la zincographie, de l'héliogravure, etc., par MM. Amtmann, Wetterwald, Terpereau, Dujardin, Ch. Chambon, etc. Les dessins sont dus au crayon d'Emilien Piganeau, le plus zélé et le plus dévoué des artistes archéologues, Léo Drouyn, Gervais, Charles Braquehay, Girault, Augier, Millet, Benoist, Bernède, Renaud, Cambonie, Ferdinand Moulinié⁶², E. Mauftras, Tapiau, Charles Robert, H. Thénadey, Fernand Saunier, A. Courau, [le peintre] Paul Quinsac, Ch. Berchon, l'abbé Métivier, Coliati, de Faucon, Lafon, de Verneuilh...

...Les monuments civils, religieux et militaires, les meubles, les armes, les objets anciens de toute nature faits par l'homme depuis les temps préhistoriques...ont fait l'objet de communications et d'études curieuses...

Il n'est pas étonnant que dès 1879 la SAB reçoive une médaille décernée en Sorbonne. D'autres récompenses suivront.

Dès le début également on se soucie d'établir méthodiquement un index de chaque tome ; mais les résultats dépendent du soin, inégal il faut bien le dire, apporté à leur rédaction, si bien qu'en 1903, il est question du besoin d'un index bibliographique général⁶³ : *Nos archives sont des limbes ténébreuses où tombent un à un...des travaux sans doute très intéressants, mais que rien ne signale à nos collègues...*

A l'initiative de l'archiviste Auguste Brutails, des tables recensant les communications et la vie de la Société, et en permettant la consultation rapide, publiées en 1906, ont été établies pour la première fois par Ernest Labadie qui couvrent les 25 premiers volumes de 1874 à 1904. C'est un remarquable travail. Suivront les Tables du Cinquantenaire, publiées en 1925 puis celles du Centenaire, publiées en 1981, la dernière livraison, de 1974 à 2000, vient de paraître.

C'est grâce tout à cela que le succès de la revue ne s'est jamais démenti, même si elle a connu des difficultés, l'opiniâtreté héritée de Sansas a fait qu'on n'a pas baissé les bras. Encore aujourd'hui les chercheurs, les responsables de fouilles y trouvent un fonds inépuisable et se réfèrent aux articles anciens pour confronter, corroborer ou infirmer les conclusions anciennes ou soutenir les découvertes nouvelles.

59. Dès la première séance du 2 mai, il recommande « le procédé Gagnebin » pour exécuter les gravures joignant qualité et *avantages pécuniaires*.

60. Monument consacré à Sirona.

61. 1906, tome XXVIII, p. 16.

62. Il est élève à l'Ecole municipale de dessin de Bordeaux ; en 1878, le Ministère des Beaux-Arts lui achète 25 dessins à la plume exécutés sous la direction de Braquehay, consacrés à une centaine de monuments du musée lapidaire, et les offre à la Société. M. Panajou s'offre à les reproduire par la photo.

63. 1903, tome XXIV, p. 91.

Consécration aujourd'hui : la collection de la Revue de 1874 à 1932 est consultable en ligne sur le site Internet de la Bibliothèque de France.

En plus de la Revue, la SAB a décidé de publications complémentaires :

En 1903, Pierre Paris, professeur à la Faculté des Lettres et Directeur de l'École municipale des Beaux-arts, propose des publications de longue haleine et plus importantes à côté du Bulletin⁶⁴.

La même année le règlement pour les publications de la SAB⁶⁵, toujours en vigueur, entérine le fait que

art. II. La Société peut publier en fascicules, volumes ou albums séparés, des travaux d'archéologie de plus longue haleine.

art. III. [Ce sera] variable selon les ressources de la Société qui doit d'abord assurer le service régulier du Bulletin.

Art. IV. Ne peuvent être publiés que les travaux ayant pour auteur un membre de la Société.

Le Catalogue des monuments figurés de l'époque gallo-romaine au musée des Antiques, texte de Mensignac et photos d'Amtmann, est [alors] en préparation, ce sera la première grande publication demandée par Pierre Paris⁶⁶ ; mais le projet traîne en longueur et n'aboutit malheureusement pas, comme souvent semble-t-il, les projets de Mensignac.

En 1905, la Société a publié en plus du Bulletin *Les monuments historiques de la Gironde* ; elle a commencé *Les Tables générales des 25 premiers volumes*.

En 1906, la Société des Antiquaires de France a émis le vœu que l'inventaire indispensable des objets mobiliers artistiques de nos églises soit fait par le soin des sociétés régionales⁶⁷. Jean-Auguste Brutails offre de le faire à la commission des publications. Et en 1907, *L'album d'objets d'art existant dans les églises de la Gironde*, inventaire méthodique par lui effectué, est publié par la Société⁶⁸.

En 1906, Brutails a déjà fiché cent vingt églises pour le classement⁶⁹. En 1912 Féret publie sous les auspices de la Société son ouvrage *Les vieilles églises de la Gironde*, résultat de vingt-trois années d'enquête et illustré par Amtmann⁷⁰.

Suivront des ouvrages devenus des classiques, comme *L'histoire des faïenceries de Bordeaux au XIXe siècle*, de Nicolaï, en 1932, jusqu'aux plus récents comme le *Bordeaux Baroque*, hommage au professeur Paul Roudié, notre ancien président ou encore *L'art du fer forgé en pays bordelais* qu'il avait appelé de ses vœux et eut juste le temps d'approuver avant de nous quitter... Paul Roudié a eu en effet, on se doit de le noter ici, un rôle considérable dans le renouvellement de nos activités et publications à partir des années 60.

Le contexte de la fondation : les grands travaux et « embellissements » de Bordeaux et de la région

L'intérêt pour l'antique et les fouilles se développe à Bordeaux, nous l'avons vu, sur une longue tradition de découvertes faites à l'occasion de projets de voirie, ou encore de constructions nouvelles entraînant la destruction de bâtiments jugés vétustes qui, une fois mis à bas révèlent presque à chaque fois leur lot de trouvailles : tuiles, fragments de marbre, objets et petite statuaire ou même grande statuaire : ainsi la « Messaline » et autres antiquités romaines exposées dans la cour de l'hôtel de ville à la fin du XVIe ; ou encore l'Hercule magnifique du musée d'Aquitaine dont on a peine à imaginer qu'il fut remonté pièce à pièce par le sculpteur Maggesi après la découverte de ses vingt morceaux en 1832 dans un fossé de canalisation⁷¹.

Donc on sait qu'il y a des éléments qui intéressent les lettrés, ceux qu'on va appeler les *antiquaires* après Arcisse de Caumont ; on va découvrir qu'il y en a pratiquement partout, et qu'il suffit de creuser à niveau de fondations, et *a fortiori* plus profondément, pour trouver des traces même là où on n'en attendait pas vraiment, comme tout dernièrement sur le chantier de l'îlot Georges-Bonnac en face de la Poste de Mériadeac.

A partir du cadre des remparts antiques supposés, la carte archéologique, petit à petit, d'ajout en correction, avec une lecture constamment renouvelée, enregistre à l'intérieur et à l'extérieur les traces des points de fouille qui s'étendent pour progressivement se rejoindre et dessiner sur plusieurs niveaux ou strates une cartographie presque complète des habitats, îlots, quartiers, monuments tout au long de l'histoire de la ville, que l'on peut faire depuis peu remonter au Ve siècle avant J-C.

Le XIXe siècle a vu une accélération à la fois des destructions et de la conscience des pertes ainsi infligées sans retour à ce que l'on va appeler le « patrimoine » au sens culturel du terme, dans la mesure où on lui accorde une valeur.

64. 1903, tome XXIV.

65. 1903, tome XXIV, p. 15.

66. 1903, Tome XXIV.

67. 1906, tome XXVIII, p.3.

68. 1907, Tome XXIX, p. 67.

69. 1906, tome XXVIII, p. 15.

70. 1913, tome XXXV, p. LXXI.

71. Vingt morceaux remontés en 1842, rattachés par bandes et vis placées à l'intérieur et complété pour quelques parties du buste par le sculpteur V. Maggesi, statuaire de la Ville ; photographie de Terpereau.

A Bordeaux aucun des grands projets de la première moitié du XIXe siècle ne voit le jour. Mais la prospérité contagieuse du Second Empire va donner un coup d'accélérateur à la modernisation de la ville. Haussmann ne reste préfet de la Gironde que deux ans, de 1851 à 1853⁷² ; mais il semble que son activité, son discours et ses projets y aient été suffisamment forts pour convaincre l'Empereur en visite à Bordeaux en 1852 de le nommer préfet de Paris en 1853, où il aura de quoi déployer son énergie. L'impulsion donnée à Bordeaux va produire ses effets après son départ.

Bordeaux s'étend : entre 1852 et 1867 ce sont les travaux des boulevards extérieurs. En août 1861, le rachat par la Ville du péage du Pont-de-Pierre amène l'intégration du quartier de La Bastide.

A l'intérieur on commence à se préoccuper expressément de la fluidité de la circulation et tout ce qui peut la gêner a toutes les chances de succomber aux coups de pioche des démolisseurs.

Qui imaginerait aujourd'hui que les grandes portes de la Ville dues à Tourny, Portier et Gabriel ont failli disparaître ?

Et pourtant en 1881, le maire consulte la SAB sur l'intérêt de conserver la Porte-Dijéaux *qui est une entrave à la circulation* et dont on a déjà détruit les guichets en 1862 pour faire deux amples trottoirs ; il décide, conformément à son avis, de conserver le monument. En 1884 la porte des Capucins a moins de chance et est démolie. En 1898, c'est au tour de la porte d'Aquitaine de faire l'objet d'un projet de destruction partielle pour le prolongement de la rue Duffour-Dubergier⁷³, la Société s'élève contre cette mutilation. En 1903⁷⁴, elle en demande le classement mais les guichets sont bien démolis *pour la circulation*⁷⁵. Enfin en 1913 l'assemblée de la SAB s'élève énergiquement contre la pétition demandant la suppression de la porte de Bourgogne qui circule alors dans le quartier des Salinières⁷⁶.

Il faut ouvrir de larges voies là où le cœur de la ville ancienne n'offrait qu'un labyrinthe de ruelles tortueuses et de vieilles demeures proclamées insalubres, sans doute partiellement à tort⁷⁷, et les border de riches constructions nouvelles pour attester la prospérité de la ville du négoce. On voit bien le contraste entre la rue Ravez, large rue nouvelle qui ne peut être continuée au delà de la rue du Loup, et la rue du Serpolet ou la rue Arnaud-Miqueu sur lesquelles elle débouche.

C'est l'ouverture de la rue Vital-Carles en 1853 ;
- le dégagement de la cathédrale de son cloître et du mur antique en 1864, comme le montre si bellement la toile de Léo Drouin des Archives municipales exposée au musée d'Aquitaine ;
- l'ouverture du cours Alsace-Lorraine en 1871, qui tout du long s'appuie sur des éléments fondateurs, à la fois le rempart antique et la vallée du Peugue, et touche plus de cent quatre

vingt maisons dont un grand nombre sont détruites. Là Pierre Sansas passe tout son temps libre, il suit les travaux jour après jour, maison après maison, chantier après chantier, et les consigne dans des articles publiés d'abord dans la presse puis repris par la SAB dans ses premières livraisons⁷⁸, des photos sont faites alors ;

- ou encore la percée du cours Duffour-Dubergier en 1865,
- puis plus tard en 1903 celle du cours Pasteur...

Ce sont deux à trois cents inscriptions et sculptures qui enrichissent ainsi les collections municipales, dans un Musée lapidaire plus tard intégré au musée d'Aquitaine.

Percement de rues, implantation du premier tramway, puis du téléphone⁷⁹, creusement de canalisations et busages, puis la toute récente opération tramway, accompagnée des grands parkings souterrains révélateurs d'états anciens du port, qu'avaient précédé celui de Saint-Christoly, et celui des Grands-Hommes, qui met à jour un habitat très ancien ; implantation de grands magasins comme les Dames de France en 1906, les Nouvelles Galeries découvrant des mosaïques ou encore Parunis, qui révèle en 1987 le lieu de culte de Mithra précédant la consécration du lieu par les Carmes ; ou encore la rénovation actuelle du Grand Hôtel, qui a permis la découverte de la sculpture en pierre d'une tête de Gaulois : tout aménagement d'importance lié à la modernisation a été l'occasion de destructions et de découvertes enrichissant l'histoire de Bordeaux, que la SAB a accompagnées et dont elle a obstinément rendu compte.

Dès 1865, Sansas le républicain appelle à sauvegarder le cloître de Saint-André, *les cloîtres ne déparent pas les églises ils les complètent au contraire*, et propose d'en poser les arcades en matière de décor sur la façade sud *s'il fallait absolument faire place*⁸⁰.

72. Il est sous-préfet de Nérac de 1832 à 1840 puis sera un temps en poste à Blaye.

73. 1898, tome XXIII.

74. 1903, tome XXIV, p. 77 et p. 88.

75. 1905, tome XXVII, p. 18, citation du Journal *L'architecture* à propos de la mutilation de la porte d'Aquitaine : *Il n'y a donc pas à Bordeaux d'amis des arts ...*

76. 1813, tome XXXV, p. XXIII.

77. Cf. l'article d'Alexandre Gady à propos de l'œuvre de Haussmann à Paris célébrée par Françoise Choay, dont il remet en cause radicalement la soi-disant nécessité... (*Le Figaro littéraire* du 23 novembre 2000).

78. *Notes archéologiques sur les fouilles exécutées à Bordeaux de 1863 à 1876*, tomes III à IX.

79. Découverte en 1905 de mosaïques antiques par Mensignac, rue Saint-Sernin, tome XXV, p. 3.

80. 1880, tome VII, p. 27-30.

En 1913, soit une cinquantaine d'années plus tard ⁸¹, la question de la reconstitution éventuelle du cloître de l'église Saint-André de Bordeaux, soulevée par Melle de Pierredon et plusieurs autres membres de la Société, est ... examinée minutieusement.

Malheureusement, les débris de ce beau spécimen du style du XIV^e siècle gisent épars en plusieurs endroits : dans le jardin situé autour des sacristies de la Primatiale, autour du contre-fort de Grammont, enfin dans deux propriétés particulières, dont l'une est située dans la commune de Cadaujac, l'autre dans celle de Mérignac.

D'autre part si la plupart des arcatures existent encore, d'autres morceaux, les piliers par exemple ont complètement disparu.

Dans ces conditions, il semble difficile de songer à réaliser un tel projet. Incidemment M. de Mensignac rappelle que le musée lapidaire de Bordeaux abrite une partie entièrement reconstruite de ce monument détruit, fort mal à propos, lors de la construction des nouvelles sacristies de la Cathédrale Saint-André. Réjouissons-nous de pouvoir encore en admirer les rares vestiges...

Dès sa première année la Société appelle l'attention de la municipalité sur les découvertes que l'on peut faire en exécutant les travaux nécessités par le square de saint-André. Les découvertes épigraphiques font que la SAB pense très vite à la publication des nombreuses inscriptions recueillies aujourd'hui et naguère, ce que concrétise Camille Jullian en 1890 ⁸².

En 1878, une commission est nommée pour visiter les murs romains qui existent encore au numéro 7 de la rue Guillaume Brochon..., dans ces caves ainsi que dans celles du quartier ils n'ont découvert aucune inscription, mais ils ont vu des pierres sculptées, débris de grands monuments... ; en 1880, au 9bis de la rue de Grassi, d'autres fragments de mur romain.

Au hasard de leurs déambulations les archéologues amateurs rendent compte de ce qu'ils voient et évoquent pour nous un Bordeaux disparu. Nous avons également des dessins multiples – en particulier ceux d'Emilien Piganeau présentés en 1885 ⁸³, ou encore ceux des trois albums de Charles Marionneau - qui ont conservé également des traces.

On mentionne l'ancien hôtel de Duras, rue de Grassi, et sa façade du XV^e siècle en démolition en 1879, ou encore deux beaux chapiteaux provenant de l'abbaye de la Sauve et gisant au bord de la route de Langoiran à Créon !

En 1900 on dénonce la mutilation et la transformation de l'hôtel Richelieu, puis son *découronnement complet... tout ce qui présente un intérêt historique et archéologique serait transporté chez M. Guestier* ⁸⁴, c'est-à-dire à l'hôtel Pierlot,

cours d'Albret. M. Bardié déplore la démolition de la maison Louis XIII sur le cours Victor Hugo et en montre des photographies ⁸⁵.

On s'inquiète de la démolition des remparts avoisinant Sainte-Croix, du côté de l'abattoir ⁸⁶.

Grâce à Pierre Paris, on réédifie en 1906 dans le jardin de l'Ecole des Beaux-Arts la loggia de l'hôtel d'Estrades, rue du Mirail, qui vient d'être détruit, la Société y contribue de 200F ⁸⁷. En 1910 on mentionne la démolition d'un vieil hôtel 10 rue Beaubadat ⁸⁸ où on voit encore une belle rampe d'escalier en fer forgé : nous en conservons la belle photographie, anonyme.

En 1906, nous lisons que ce n'est pas seulement de nos jours que les abords de la cathédrale sont malmenés, il y a alors un nid d'oiseau logé dans le tympan du portail sud de la cathédrale, que les enfants tirent à coup de pierres, cassant les archivoltes ⁸⁹ !

On dénonce une *restauration en certains points malencontreuse* du n° 18 cours du Chapeau rouge, maison du début du XVII^e, la plus ancienne conservée ⁹⁰.

Et en 1892, lors du *grattage des façades prescrites par la Municipalité*, on exprime déjà des regrets à cause des *sculptures qui peuvent perdre leur délicatesse et l'harmonie des lignes sculpturales* ⁹¹.

En 1913, on dénonce la fâcheuse mutilation de l'hôtel XVIII^e 226, rue Sainte-Catherine qui a aujourd'hui complètement disparu pour laisser place à une entrée du lycée Montaigne ⁹².

81. 1913, tome XXXV, p. XXII.

82. Jullian (C.), *Inscriptions romaines de Bordeaux*, 2 vol., Bordeaux, 1887-1890.

83. 1885, tome X, p. VII. En 1896, tome XXI, le Bulletin mentionne aussi les dessins de M. Jaudouin, peintre qui fait depuis plusieurs années des vues des maisons et rues anciennes de Bordeaux avant démolition (exemple : ruines d'une tour en face de la rue des Palanques). Sa veuve fait don d'un verre en cristal gravé par Mira[-]ne, graveur sur cristaux, 3 rue des Trois-Conils.

84. 1900, tome XXIII, p. 105 ; puis 1913, tome XXXV.

85. 1901, tome XXIII, p. 211.

86. 1901, tome XXIII, p. 216.

87. 1906, tome XXVIII, p. 6.

88. 1910, tome XXXII, p. XXI.

89. 1906, tome XXVIII, p. 15 ; p. 84.

90. *Idem*.

91. 1892, tome XVII, p. XLIII.

92. Tome XXXV, p. LXIII.

En 1911, le sociétaire M. Léon présente l'antique cimetière des juifs portugais - il date de 1725 - cours de la Marne, au n° 105, qui est sur le point d'être désaffecté et, acquis par l'Etat, détruit pour y construire un marché ; il offre de le faire visiter, nous en conservons des photos qui remontent peut-être à cette occasion. Heureusement il ne sera que partiellement détruit et est toujours visitable ⁹³.

En 1924, la SAB proteste en vain au sujet de l'aliénation du terrain du péristyle du Majestic, c'est-à-dire de l'ancien hôtel Meyer allées de Tourny : c'est ainsi que nous le connaissons aujourd'hui ⁹⁴.

La Société persiste dans cette veille. Cette année encore, nous sommes intervenus auprès des autorités territoriales en adressant des dossiers documentés sur des édifices sensibles : l'ancien hôtel d'Espagnet, rue du Hâ ; l'ancienne Poste ou séminaire des Ordinands, rue Judaïque ; l'Institution des Sourdes-Muettes ou hôtel Castéja ; le Théâtre français ; le rempart du XVI^e aux Capucins. Et nous avons toujours l'espoir d'être entendus et la persévérance pour y parvenir.

Donc des actions couronnées de succès, des échecs, mais toujours une documentation qui reste.

A l'extérieur de Bordeaux, la SAB s'indigne en 1900 des menaces de démolition qui pèsent, on a peine à le croire aujourd'hui où elle est intégrée à l'aire du musée de Jean Nouvel, sur la tour de Vésone à Périgueux ⁹⁵ ; sur les anciennes fortifications de Cadillac qu'on se propose de faire classer Monument historique ; sur le fortin dit « Le réduit » de Bayonne, etc.

Le sauvetage de la part ancienne de l'hôtel de ville de Libourne - on souhaite en particulier la *préservation de sa façade élégante du XVI^e* - l'occupe pendant presque 20 ans à batailler contre un maire qui raille nos archéologues car il veut reconstruire à neuf s'appuyant sur les éminents architectes Valleton et Labbé qui lui auraient donné des arguments favorables en ce sens, ce qui sera contesté ultérieurement ⁹⁶. Le classement définitif de l'hôtel de ville intervient à la suite de notre action en 1908.

On adresse des félicitations à un certain M. Dumignon pour l'intelligente restauration d'une maison ancienne à Saint-Christophe-des-Bardes ⁹⁷. Mais des regrets sont exprimés pour la disparition de la jolie maison Seguin de La Réole, dont la curieuse façade est dite en partance pour l'Amérique ⁹⁸. Et on fustige le déclassement de l'église de Sainte-Croix du Mont dont les chapiteaux partent dans une collection particulière... Bardié déplore ailleurs le *drainage continu vers l'étranger des plus beaux et des plus purs spécimens de l'art français* ⁹⁹...

On théorise, à propos d'édifices civils aussi bien que religieux, le comportement à adopter, entre conservation, restauration et restitution hasardeuse. En 1908 Bardié, rendant compte d'une excursion à Pons, dénonce le *rétablissement de la couronne de mâchicoulis, de créneaux et d'échauguettes aux angles que le donjon avait autrefois, du moins d'après un dessin de Châtillon...Le rôle de l'architecte doit être de conserver les anciens monuments, de les consolider s'ils menacent ruine, mais non de rétablir approximativement des détails d'architecture qui le plus souvent transforment le caractère réel du monument et font le désespoir des vrais archéologues* ¹⁰⁰...

Le Dr Berchon écrit en 1890 : *Il faut non seulement veiller à la conservation de nos richesses nationales ou régionales et lutter sans relâche contre le vandalisme destructeur qui nous a privé de tant de monuments utiles pour l'étude de notre histoire, mais encore combattre énergiquement le vandalisme réparateur qui, sous prétexte de restauration scientifique absolue de certains édifices, a poussé le zèle, d'autres ont dit la folie, jusqu'à détruire de fond en comble ces monuments pour les édifier de nouveau, sans souci des irrégularités de restaurations partielles et souvent artistiques, qui étaient autant de témoins précieux rappelant une des phases de l'histoire de l'architecture et fixant par cela même une date* ¹⁰¹...

En 1913, Bardié dénonce à nouveau le *vandalisme restaurateur* : *...Malgré les services inappréciables rendus par les Monuments historiques, les archéologues ont parfois adressé à cette administration de vives critiques ; ils lui ont reproché notamment de reconstruire au lieu d'entretenir, de nous faire des antiquités truquées, au lieu de nous conserver sincèrement les antiquités léguées par nos ancêtres...Aujourd'hui la Commission...n'approuve plus en principe que les devis intéressants la sécurité des édifices : couverture, écoulement des eaux, reprise de contreforts ou de piles.*

93. 1911, tome XXXIII, p. XLVI.

94. 1924, tome XLI, p. XXX et XXXII.

95. 1900, tome XXIII, p. 110.

96. 1901, tome XXIII, p. 173 ; 1906, tome XXVIII, p. 89 ; 1907, tome XXIX, p. 7 ; 1908, tome XXX, p. 68.

97. 1907, tome XXIX, p. 4.

98. 1913, tome XXXV, p. XXII.

99. 1913, tome XXXV, p. XLII.

100. 1908, tome XXX, p. 21.

101. 1890, tome XV, p. LXXXIII.

La SAB renchérit en émettant le vœu auprès du ministre que l'on veuille bien aller plus avant dans cette voie et faire porter l'effort du service des Monuments historiques sur la conservation des édifices à l'exclusion de leur reconstruction.

[Elle] émet le vœu que dans les travaux à l'étude, notamment l'hôtel de ville de La Réole et dans les restaurations futures des autres monuments girondins, on s'inspire de ces principes et qu'on s'abstienne, sauf le cas d'absolue nécessité, de toute addition, réfection et adultérations quelconques...

Exprime le désir que pour assurer le respect des styles locaux, l'on fasse plus souvent appel aux commissions départementales des Monuments historiques et aux sociétés archéologiques¹⁰²... : on insiste fermement sur la connaissance intime que seule donne la proximité.

La guerre marque les esprits : Suite à la destruction systématique de nos richesses d'art sur le passage des armées allemandes, les savants, le monde entier surtout, a senti la nécessité de protester, écrit Brutails dès 1914¹⁰³. En 1917 M. Léon, de la Société des Ingénieurs civils, réclame que dans les reconstructions prochaines des villes ruinées par la guerre, on tienne compte des types locaux pour ne pas uniformiser désespérément les constructions nouvelles ou multiplier les fantaisies exagérées des architectes¹⁰⁴ : ce sont pourtant les audaces de l'architecte Auguste Perret qui viennent de permettre que Le Havre soit classé au patrimoine de l'Unesco.

Bien loin de l'Aquitaine, la SAB accorde son appui en 1917 à la Société des Amis du Mont Saint-Michel pour le projet adressé au ministre sur la transformation de la digue qui conduit au Mont. On sait en effet que la construction de cette digue a favorisé l'enlèvement de la baie¹⁰⁵... certains sujets restent un souci permanent et gardent toute leur actualité.

Le patrimoine religieux au risque des actions du Cardinal Donnet et de ses épigones

L'église catholique en plein effort de reconquête de sa clientèle de fidèles souhaite des édifices modernes, grands, solides qui expriment sa présence forte dans le paysage urbain ou rural. On détruit beaucoup en ces temps de modernisation rapide ; une promenade de la SAB en 1895 qui devait l'amener à visiter une chapelle campagnarde ne trouve plus l'objet de sa visite qui a succombé selon l'expression classique à la pioche des démolisseurs :

Lors d'une excursion à Rauzan, après avoir traversé Cabara, nous nous trouvions en haut d'une côte où nous avions ce désagrément de ne plus trouver la moindre trace de l'an-

cienne église romane à laquelle une église neuve a succédé, mais sur un autre emplacement, car la population s'est donné rendez-vous sur le bord de la rivière où s'est développé un gros bourg. Nous n'avions qu'à constater une fois de plus la disparition progressive de ces vieilles églises dont notre contrée était peuplée il y a quelques cinquante ans encore. C'est pourquoi on ne saurait assez se hâter de relever un peu partout ce qui subsiste de notre art national, de figurer tout ce qui peut nous donner un document, car nous savons bien que le peuple des campagnes et ses pasteurs n'aiment plus les vieilles églises. Ne voyons-nous pas, toujours pour cet amour inconsidéré du neuf, de vénérables prêtres poursuivre pendant toute leur vie la réalisation de ce vœu, cher entre tous, qui est de voir s'élever une réduction de basilique ou de cathédrale ? Chacun y trouve son compte : l'ouvrier qui déclare que tout va quand va la bâtisse et le prêtre persuadé qu'il a donné à son Dieu une demeure plus digne de lui, et les édiles dont le nom figure sur la plaque commémorative, et l'architecte qui a élevé un clocher de plus !¹⁰⁶.

A Bordeaux même la Société veille mais cela ne suffit pas toujours :

En 1879, on souhaite la conservation intacte de l'église Saint-Pierre, ou au moins une restauration simple ; on mentionne sa charpente flamande. Cela ne suffira pas à empêcher une de ces restaurations contre lesquelles lutte la Société. Camille de Mensignac en profite pour faire des fouilles en 1880.

A ce propos on trouve à plusieurs reprises, exprimée l'idée que le vandalisme qui détruit n'est pas un pire fléau que le vandalisme qui restaure, idée déjà émise dans les rapports de la Commission des Monuments historiques.

En 1898, M. Habasque, qui est aussi président de la Société des Archives historiques de la Gironde, signale à regret la transformation bien inutile que l'on fait subir à l'église Sainte-Eulalie ; il serait bon que la Société protestât contre cette manie qui sévit actuellement de tout refaire, tout détruire, pour remplacer par des travaux ou des œuvres d'un goût douteux ces restes du Vieux Bordeaux. Le fait que la façade de l'église ait été déclassée est jugé regrettable, mais les transformations se sont néanmoins poursuivies¹⁰⁷.

102. 1913, tome XXXV, p. XXX.

103. 1914, tome XXXVI, p. LVIII.

104. 1917, tome XXXVII, p. XLII.

105. 1917, tome XXXVII, p. LIII.

106. A. Nicolai et E. Féret, 1895, vol. XX, p. 22.

107. 1898, tome XXIII, pp. XXVIII, 105.

En 1904 on dénonce l'état fâcheux de Saint-Rémi où un locataire a installé une écurie ¹⁰⁸, la démolition de Saint-Christoly ¹⁰⁹; celle de l'église Sainte-Colombe est finie en 1922.

En 1896, Daleau a constaté qu'on a démolì la majeure partie de la petite église de Blaye, les pierres n'ont été sauvegardées que grâce à l'architecte M. Nadeau ¹¹⁰.

En 1898 il explique comment il a vu en vente chez un marchand des sculptures sur bois provenant de l'église Saint-Paul de Blaye; *elles ont été vendues par la Fabrique sous prétexte que ces sculptures anciennes ne conviennent pas à une église de style...moderne que l'on va édifier* ¹¹¹. [II] souhaiterait un arrêté ministériel interdisant aux fabriques de vendre les objets d'art ancien.

En 1898, M. Habasque a constaté, surtout en Bretagne, l'échange d'objets modernes contre des anciens, faits par des marchands d'antiquités avec de gros bénéfices.

Une proposition de M. Fourché est adoptée à l'unanimité :

La SAB considérant que plusieurs églises et chapelles du diocèse possèdent des objets d'une réelle valeur artistique, archéologique ou historique; que ces objets peuvent être détruits, délaissés ou vendus par des Fabriques ou des curés qui en ignorent le mérite, émet le vœu que S. E. le cardinal-archevêque de Bordeaux, à l'exemple de plusieurs évêques français, crée une commission diocésaine composée d'archéologues, d'artistes et de lettrés, sans l'avis de laquelle aucune modification, vente ou échange de mobilier religieux ne pourra être effectuée. Cette Commission fera dresser un inventaire du mobilier précieux de chaque église ¹¹².

En 1903, la SAB a obtenu du cardinal archevêque un commencement d'organisation de la Commission diocésaine pour arrêter la perte, la dégradation, la disparition totale ou partielle des meubles, objets, restes anciens que le culte ne peut plus utiliser ¹¹³, puis une ordonnance de Mgr Lecot, cardinal archevêque de Bordeaux, est publiée relative à la conservation des monuments diocésains et des objets d'art religieux dans les églises ¹¹⁴.

En 1904, Brutails est chargé par le musée des Beaux-Arts de dresser une liste des objets mobiliers des églises de Gironde dont la valeur mérite d'être signalée à la Commission des Monuments historiques. Sur une trentaine, trois ont déjà disparu (dont un coffre bahut et le claustral de Saint-Georges de Montagne); Brutails va dresser lui-même la liste et demander aux autorités religieuses d'en assurer la conservation et l'entretien ¹¹⁵.

En 1906, Brutails, analysant le livre de M. Fleury sur les portails images du XIIIe siècle, écrit à propos de l'architecte Abadie et de sa restauration de Sainte-Croix: *il est vrai que dans l'œuvre néfaste qui est la sienne, deux erreurs de plus ne comptent pas...Il aurait souhaité qu'il se réfère au dessin de Drouyn et à l'étude de Durand sur les travaux de 1842-1843* ¹¹⁶.

En 1906 toujours, Brutails publie les *Notes adressées aux Monuments historiques sur les églises de la Gironde, pour le classement complémentaire des édifices religieux consécutif à la loi de séparation de 1905, valeur historique ou artistique* ¹¹⁷.

En 1907, à propos des édifices religieux du Réolais, Ph. Queyron écrit: *Au vandalisme destructeur s'est ajouté le vandalisme restaurateur, celui-ci pire que le premier, car l'émeute a au moins l'avantage de ne rien restaurer...Partout dans le Réolais, la manie des nouveautés sévit avec fureur. Nos églises, patrimoine artistique du pays tout entier, sont livrées au bon plaisir des prêtres, des maires, des marguilliers bien intentionnés, car en général ils croient bien faire, pensant qu'ils embellissent leurs églises en agissant ainsi, mais manquent absolument de goût et de connaissances* ¹¹⁸.

A la suite, la Société exprime le souhait qu'un inventaire méthodique des richesses artistiques de nos départements - églises et monuments - soit dressé et demande à Brutails, l'archiviste du département, de dresser cet inventaire pour la Gironde et l'éditer à ses frais (en 1907) ¹¹⁹.

108. 1904, tome XXV, p. 3.

109. 1904, tome XXV, p. 7.

110. 1896, Tome XXI, p. XXVI.

111. 1898, tome XXIII, p. XLV.

112. 1898, tome XXIII, p. 109.

113. 1903, tome XXIV, p. 91.

114. 1903, tome, XXIV, p. 86.

115. 1904, tome XXV, p. 5.

116. 1906, tome XXVIII, p. 140. Bel exemple de continuité dans nos sujets d'étude: l'une de nos communications de l'an, celle de Laetitia Barragué, nous a parlé de la restauration de la façade sud et construction des sacristies de l'église Sainte-Croix de Bordeaux à la fin du XIXe siècle, et celle de Florent Mianne, de Terpereau, les architectes restaurateurs et les photographes, illustrant justement Sainte-Croix.

117. 1906, tome XXVIII, p. 101-129.

118. 1907, tome XXIX, p. 30.

119. 1907, tome XXIX, p. 33.

En 1908, Nicolaï fait un rapport sur la législation des Monuments et Documents historiques à l'étranger qui montre qu'aucune loi en France ne protège les richesses archéologiques non classées ¹²⁰.

En 1913, Bardié souhaite que soient enray[és] les redoutables effets de cette sorte de vandalisme légal dont la résultante navrante est un drainage continu vers l'étranger des plus beaux et des plus purs spécimens de l'art français, comme les chapiteaux du cloître de Prades, chefs d'œuvre arrachés presque miraculeusement des griffes du mercantilisme international : ce commerce qui permet en fait à un musée comme Cloisters à New York de constituer ses collections, où l'on trouve entre autres des éléments d'une chapelle de Langon, dont un chapiteau offrant une représentation rare dite d'Alienor d'Aquitaine, qui seraient sans doute perdus autrement. Il déplore que le déclassement de l'église de Sainte-Croix du Mont entraîne le départ des chapiteaux vers une collection particulière ¹²¹.

En 1917, M. Fourché lit un travail sur l'archéologie et certaines productions de l'art religieux contemporain. C'est au mauvais goût, qui trop souvent préside à l'ordonnance et à la décoration de nos églises que M. Fourché tient à dire son fait. Et c'est justice car il est profondément regrettable de voir de vénérables statues, productions savantes ou naïves des siècles écoulés, remplacées par des moulages faits à la douzaine sans caractères artistiques, colorés de teintes criardes, de dorures trop crues, sans charmes, grâces, ni inspirations. C'est aussi le bariolage hurlant de certaines chapelles, quand ce ne sont pas les essais malencontreux d'un peintre polychromiste qui pense que ces productions piteuses sont d'un effet plus plaisant que le badigeon uniforme ou la simple patine du temps.

Comme conclusion, M. Fourché demande que MM. les Curés veuillent bien se laisser guider par des compétences lorsqu'une réparation ou adjonction de statuaire sera décidée dans leur église. Cela serait la raison même mais ¹²²...

La guerre et le nationalisme exacerbé qui l'accompagne entraînent une curieuse dispute sémantique, qu'on pourrait appeler « des effets de la guerre sur l'archéologie ».

En 1917, M. Fourché écrit une Note protestant contre l'abus du mot gothique à propos des constructions ogivales nées en France au XIIe siècle, et dont l'emploi s'est répandu et généralisé durant les XIIIe, XIIIe, XIVe et XVe siècles. Or à cette époque les Goths n'existaient plus depuis de longs siècles. D'autre part, ces peuples ayant été par excellence des démolisseurs et non des bâtisseurs, il semble invraisemblable qu'on continue à accoler leur nom aux monuments admirables qu'ils auraient eu plaisir à détruire s'ils avaient existé à leur époque.

Il faut remarquer en outre qu'il y a cent ans à peine que le mot Gothique a pris le sens que nous estimons abusif, c'est l'époque romantique qui a contribué à sa diffusion.

Quel mot faut-il employer pour désigner le style auquel nous devons tant de merveilles ? On a préconisé le mot ogival..., parce que l'ogive en est un des éléments prédominants. M. Fourché propose en terminant de demander à la Société Française d'Archéologie, la mieux qualifiée pour cela, de trouver le mot exact à substituer au vocable « gothique » erroné et faire à cet effet la campagne de presse et la publicité nécessaire...

M. le Dr Boudreau dont on n'a pas oublié la communication sur l'origine du style dit gothique, dit que depuis bien longtemps l'attribution aux Goths d'un art bien national avait soulevé des protestations ¹²³.

Ce combat là, qui n'était d'ailleurs pas isolé, resta sans effet.

L'activité d'enquête : Le répertoire archéologique de la Gironde, en 1879

En 1879, au moment où la ville, consacrant [son] souvenir, donne le nom de Sansas à une rue voisine du Colisée, la SAB lance une grande enquête, un grand recensement pour établir un Répertoire archéologique du Département de la Gironde, destiné à faire partie du Répertoire archéologique de la France, publié par ordre du Ministère de l'Instruction publique, sous la direction du C.T.H.S. ¹²⁴.

On reprend ainsi la démarche entreprise par la commission des Monuments Historiques dans les années 1840 avec la participation de Léo Drouyn, et on l'affine à la lumière des progrès de la connaissance.

Une commission ad hoc dite « du répertoire » a été nommée qui comprend Ch. Braquehay, président, Edouard Féret, secrétaire, François Daleau, J.B. Gassies, Camille de Mensignac et Emilien Piganeau.

Une lettre s'adresse à aux futurs correspondants, jouant sur les connaissances de proximité qu'ils peuvent avoir ou réunir sur leur propre commune et les environs, les renseignements

120. 1908, tome XXX, p. 7.

121. 1913, tome XXXV, p. XLII et p. LXIII.

122. 1917, tome XXXVI, p. LXV.

123. 1917, tome XXXVII, p. XXXI.

124. 1879, tome VI, p. 159-170.

dits de visu, mais les encadrant très rigoureusement dans un questionnaire qui ne laisse pas de place aux improvisations lyriques, en leur fournissant des modèles grâce aux ébauches déjà rédigées et une commune type, *indiquant la méthode employée et les développements qui seront donnés pour chaque commune du département*.

Quatre époques sont envisagées : préhistorique, romaine, moyen-âge (subdivisée en monuments religieux, militaires, civils), Renaissance et moderne. Les datations apparaissent comme le point faible car la classification est entachée d'ignorances certes pardonnables, mais aussi de jugements esthétiques bien contestables.

A l'intérieur de chaque époque, on définit les objets archéologiques, petits ou monumentaux, archives, on offre l'éventail des appellations générales ou locales connues, et on demande en retour les éléments de localisme ; on identifie les matériaux possibles, les appareils ; on demande la localisation précise ; on s'enquiert *des légendes, croyances, superstitions, contes de fées...s'y rapportant*, etc. L'ethnographie vient compléter l'archéologie. Des estampages des inscriptions sont souhaités, la technique préférée est décrite. On souhaite que des dessins complètent les descriptions.

Pour compléter le questionnaire, la Commission pourra demander de *nouveaux éclaircissements : les dimensions, les dates connues, les inscriptions, etc., devront être relevés avec grand soin ; les plans en croquis et cotés, les silhouettes de petits objets, les reproductions quelconques par le dessin peuvent être du plus grand intérêt...*

C'est une démarche qui préfigure exactement et trouve son aboutissement dans la mise en œuvre des Commissions régionales d'Inventaire installées par André Malraux en 1970 et qui, ayant accompli leur mission, sont maintenant intégrées aux DRAC.

En 1897, Emilien Piganeau lance un *Essai de répertoire archéologique du département de la Gironde* ¹²⁵.

En 1897 encore Brutails propose *l'inventaire des églises romanes du département, ...ayant depuis longtemps amassé beaucoup de notes et fait quantité de dessins* ¹²⁶.

Camille Jullian propose l'inventaire des Monuments sculptés de l'époque gallo-romaine découverts dans le département de la Gironde. Mais l'état des finances ne le permet pas. Féret continue sa statistique archéologique, Piganeau son répertoire.

Il est frappant de constater combien l'objet d'étude, qui était somme toute plutôt littéraire, dans une démarche qui se confirme est analysé selon des principes scientifiques empruntés aux sciences normatives, avec création d'un vocabulaire, d'un

répertoire, de classifications : les sociétés archéologiques emboîteraient-elles le pas des sociétés scientifiques comme la plus ancienne Linéenne ?

Il n'est pas étonnant que bien des adhérents de celle-ci ou de celle d'Anthropologie aient également eu plaisir à rejoindre ceux de la SAB à une époque où la spécialisation précoce n'était pas encore de mise comme aujourd'hui.

Les activités de fouilles archéologiques

La SAB a autrefois quand cela était encore possible fait procéder à des fouilles : ainsi en 1903, Brutails obtient 100F de subvention pour aller fouiller à Casseuil ¹²⁷.

Entre 1903 et 1905 le comte de Sarrau obtient lui aussi une subvention pour des fouilles à Andernos ¹²⁸. Mais ensuite la société s'inquiète fortement du bon usage de son argent car elle n'a aucun retour en dépit de demandes réitérées pendant plusieurs années et n'obtiendra pas vraiment satisfaction.

En 1905, *la Société veut contribuer de ses deniers aux fouilles que M. Brutails a dessein de pratiquer dans la crypte de Saint-Seurin,, laquelle est encore bien mystérieuse et soulève des problèmes qui sont restés jusqu'ici sans solution* ¹²⁹...

La SAB s'intéresse surtout aux fouilles en général et en l'absence de réglementation, surveillance et s'inquiète des résultats et du produit des fouilles.

En 1903, dans le bilan des travaux des fouilles pour l'établissement du cours Pasteur ¹³⁰, on découvre une nécropole gallo-romaine. La SAB a signalé à la Municipalité *l'imprévoyance qui a causé la perte d'objets très curieux... Il faudra éviter la même chose pour la future voie*.

En 1904, lors de la démolition de Saint-Christoly, Piganeau signale qu'*en offrant des cigarettes aux ouvriers, au moment du déjeuner il est possible d'avoir accès aux travaux* !

Les compte-rendus manuscrits des réunions de la SAB mentionnent d'ailleurs que Brutails n'hésite pas à prendre lui-même la pioche des mains des ouvriers au moment de la découverte d'éléments antiques à l'occasion des travaux dans Bordeaux ¹³¹.

125. 1897, tome XXII, p. 1.

126. 1897, tome XXII, p. XXIX.

127. 1903, tome XXIV, p. 2.

128. 1905, tome XXVII, p. 4.

129. 1905, tome XXVII, p. 136.

130. 1903, tome XXIV, p. 90.

131. Aimablement signalé par Pierre Régaldo.

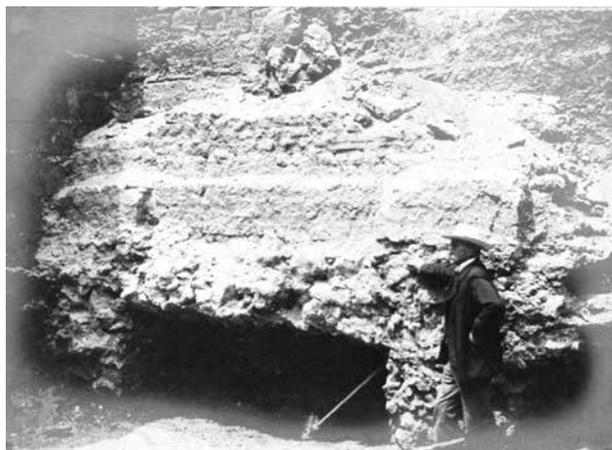


Fig. 5. - Fouilles rue Porte-Dijeaux en 1906.
Ph. Ed. Bardié, SAB, Dépôt Musée d'Aquitaine. Cl. DEC.

En 1906, lors des fouilles à l'occasion de la construction des Dames de France, il est noté que *M. Pinçon, l'entrepreneur, a l'obligeance de faciliter les recherches de nos confrères collectionneurs* : c'est l'origine des pièces de collection offertes à la Société ¹³².

En 1908, Rambié et Fourché demandent que la Société veuille bien s'occuper des destructions et détournements d'objets commis au cours des fouilles qui sont journalièrement faites à Bordeaux. Il a étudié divers modes et celui qui lui paraît le plus pratique est la création d'un diplôme spécial qui serait décerné à tout individu ayant contribué au sauvetage et à la conservation de ces objets ; la SAB dépose un vœu en ce sens ¹³³.

M. Nicolai ne pense pas que le diplôme soit un moyen absolument efficace, la moindre rétribution aurait plus d'effet ; d'autre part, il est important de rappeler que tout ce que les ouvriers trouvent sur le terrain d'autrui appartient au propriétaire ; en ce qui concerne la Ville, des arrêtés réservent formellement tout ce qui peut être trouvé sur le terrain communal. Il semble donc très délicat pour la Société de paraître intervenir en pareille occurrence. Néanmoins il est des personnes à qui, pour leurs travaux, leurs découvertes ou les soins intelligents apportés à la conservation des objets trouvés, le diplôme préconisé pourrait être décerné et qui certainement y seraient très sensibles. C'est dans cet esprit que la proposition est susceptible de donner de bons résultats.

En 1909, Bardié s'inquiète des fouilles non surveillées : *ouvriers, entrepreneurs, architectes et amateurs se sont attribués ce qui leur plaisait soit pour en tirer profit, soit pour enrichir leurs collections...toutes les fouilles devraient être surveillées et les objets recueillis pour le plus grand profit de l'archéologie et de l'histoire locale* ¹³⁴.

En 1910, une communication de M. Ricaud à propos des découvertes archéologiques faites à l'occasion de la démolition en 1873 d'une maison à façade de *poutres entrecroisillonnées* rue du Loup ¹³⁵ mentionne le mur romain, ainsi que beaucoup d'éléments sculptés : *presque tout a été vendu faute de trouver place pour les abriter*, à l'exception de deux pièces offertes par M. Ricaud au musée.

Or les archéologues sont pris dans de fâcheux dilemmes et cela se traduit par une certaine incohérence de leurs vœux successifs.

En 1911, dans *La question des fouilles archéologiques et paléontologiques*, on peut lire le Projet de loi du 23 octobre 1910 pour éviter la main-mise des étrangers sur les richesses d'archéologie de la France ¹³⁶ : *Les sociétés compétentes s'aperçurent bien vite que son résultat ne tendrait rien moins qu'à empêcher toute recherche des travailleurs isolés et érigerait en pouvoir d'Etat le droit d'études et de fouilles.*

- S'en suit le *Vœu du 13 janvier 1911*, communiqué à tous les adhérents ¹³⁷ :

Considérant que la législation actuelle est déjà suffisamment armée pour assurer la conservation des objets archéologiques présentant un intérêt capital pour notre pays :

Considérant que les plus belles découvertes et les collections les plus importantes de nos musées ont été faites par de modestes savants n'ayant, pour la plupart, aucune mission officielle ;

Considérant qu'il serait extrêmement dangereux de porter atteinte à l'élan de ces fouilleurs libres qui, tous les jours, enrichissent par des dons généraux nos collections nationales ; Considérant toutefois que si l'on tient à donner satisfaction à certaines réclamations qui se sont produites sur des faits récents, extrêmement regrettables d'ailleurs, il suffirait de compléter l'article 14 de la Loi du 30 mars 1887, par les adjonctions suivantes :

Art. 1 – Aucun objet présentant un intérêt national archéologique ou paléontologique ne pourra franchir les frontières françaises sans autorisation spéciale du ministre compétent.

Art. 2 – En cas de vente d'objets intéressant l'archéologie et la Paléontologie, l'Etat pourra exercer un droit de préemption, et ces objets devront être déposés dans les musées régionaux.

Art. 3 – Tout étranger désirant faire des fouilles sur le territoire français, à titre personnel ou associé, devra solliciter l'autorisation ministérielle.

132. 1904, tome XXV, p. 145.

133. 1908, tome XXX, p. 64.

134. 1909, tome XXXI, p. 93.

135. 1910, tome XXXII, p. XLII : 8 rue du Loup et 65 cours Alsace-Lorraine.

136. 1911, tome XXXIII, p. 135. Il s'agit de l'affaire Hauser, voir plus loin.

137. 1911, tome XXXIII, p. 146.

En 1912, un autre *Vœu* émis par le Congrès archéologique est transmis par Bardié, *demandant aux pouvoirs publics de vouloir bien, en présence des résistances de certains propriétaires qui s'opposent absolument à laisser visiter des dolmens se trouvant sur leurs terres, prendre certaines mesures susceptibles de concilier le respect des droits de la propriété privée et le besoin qu'ont les sociétés ou groupements scientifiques d'étudier de près ces intéressants monuments*¹³⁸. Ils ne sont pourtant pas contre la propriété privée !

La question sera réglée en gros par la loi du 27 septembre 1941 validée, les fouilles archéologiques sont désormais soumises au contrôle de l'État : *Nul ne peut effectuer sur un terrain lui appartenant ou appartenant à autrui des fouilles ou des sondages (...) sans en avoir au préalable obtenu l'autorisation*.

La découverte de la préhistoire et la naissance de l'anthropologie

La date de la naissance de notre Société lie intimement son histoire et celle de la découverte de la Préhistoire, dans une aventure dont on a peine aujourd'hui à imaginer l'audace, et ce grâce tout particulièrement à l'un des membres fondateurs, François Daleau¹³⁹.

Si on laisse de côté les avant-courriers, dont les pionniers locaux, car il y en eut¹⁴⁰, il apparaît que la seconde moitié du XIXe siècle « invente » l'art rupestre paléolithique et constitue pour étudier l'époque, les hommes et leurs traits particuliers une discipline neuve ; jumelée à l'ethnographie un peu plus ancienne, elle va mener à la connaissance de l'homme préhistorique. L'apparition du terme « préhistoire » est recensée dans les années 1870.

Si notre Société s'est d'abord consacrée à ce qui avait été dominant jusqu'alors, c'est-à-dire comme nous l'avons vu à l'archéologie gallo-romaine et l'épigraphie, elle s'est ouverte très vite et de manière remarquable au champ neuf de l'archéologie préhistorique. Se trouvant dans une région privilégiée par la richesse des données, ses membres et leurs correspondants éminents en ont accompagné les premiers pas de manière active et rigoureuse¹⁴¹.

Car l'invention de la préhistoire a d'abord été le fait d'amateurs éclairés et passionnés, dont les découvertes n'ont été confirmées qu'*a posteriori* par les autorités académiques.

Entre les années 1860 et 1910, parallèlement aux trouvailles de sépultures, d'ossements ou de matériel lithique, eurent lieu une quinzaine de découvertes de grottes ornées, parmi les plus remarquables, des Eyzies au Tuc d'Audoubert en passant par Altamira, Font de Gaume et Les Combarelles, en une cascade

impressionnante quoique loin d'être finie. Elles se heurtaient pourtant encore au scepticisme : l'abbé Breuil, tôt impliqué au tournant du siècle, a pu écrire qu'alors l'unique grotte girondine de Pair-non-Pair découverte par Daleau, ornée de gravures associées à une industrie de la pierre et de l'os permettant une datation, était *la seule grotte ornée, bien modeste, qui rencontrât quelque crédit*¹⁴².

Dans cette période où le savoir n'est pas encore établi, François Daleau l'autodidacte avance pas à pas. La Revue de la Société consigne régulièrement ses découvertes : dès 1870 une station préhistorique à Gauriac où il a ramassé des débris de haches polies, des silex, des flèches¹⁴³ ; en 1874, la Grotte des Fées à Marcamps, de l'*âge du renne*¹⁴⁴ ; le 16 avril 1878, un abri sous roche au lieu de Marmisson¹⁴⁵ ; le 18 août 1878, un atelier de plein-air où il recueille environ 350 silex, percuteurs, *nuclei*, grattoirs au lieu dit La Bertonne¹⁴⁶.

En 1880 alors qu'il continue à repérer des gisements, la Revue se fait l'écho des découvertes de Brassempouy. Et dans le même temps à Bordeaux on trouve des silex et des os rue Rohan, des cailloux roulés, des grattoirs, des haches au Marché des Grands Hommes.

C'est en 1896 que F. Daleau prononce une communication sur *Les gravures sur rocher de la caverne de Pair-non-Pair*¹⁴⁷, sa grande découverte de 1881 où il a depuis travaillé sans arrêt et écrit beaucoup dans ses précieux carnets, à défaut de publier.

138. 1912, tome XXXIV, p. XLVI.

139. Voir également la préface de l'ouvrage consacré à la « *La grotte de Pair-non-Pair* », sous la direction de Michel Lenoir, Société Archéologique de Bordeaux, 2006.

140. Comme en témoigne la communication de M. Berchon sur les recherches d'académiciens en 1806, 1827, 1828, 1829 et 1834 *sur des sujets de préhistoire à une époque où le mot n'existait pas encore*, SAB, 1889, tome XIV, p. LVI ; Jouannet (1765-1845), instituteur en Dordogne puis bibliothécaire à Bordeaux entreprit dès 1810 des fouilles sur de nombreux gisements encore étudiés aujourd'hui : Pech-de-l'Aze, Combe-Grenal ou Badegoule.

141. Daleau cite en 1912 P. Sansas lui-même, mais aussi ses collègues les Dr. Azam, Berchon, Lalanne, MM. Brochon, Gassies, Harlé, de Chasteigner, de Gourgues, Des Moulins qui sont également paléontologues.

142. Abbé H. Breuil, *Quatre cent siècles d'art pariétal. Les cavernes ornées de l'âge du renne*, 1952, rééd. éditions Max Fourny, 1974 ; p.15.

143. Comme il le rappelle en 1878, tome V p. V.

144. 1874, tome I, pp. 109-119.

145. Commune de Gauriac ; 1878, tome V.

146. Commune de Peujard, dans le canton de Saint-André de Cubzac.

147. 1896, tome XXI, p. 235.

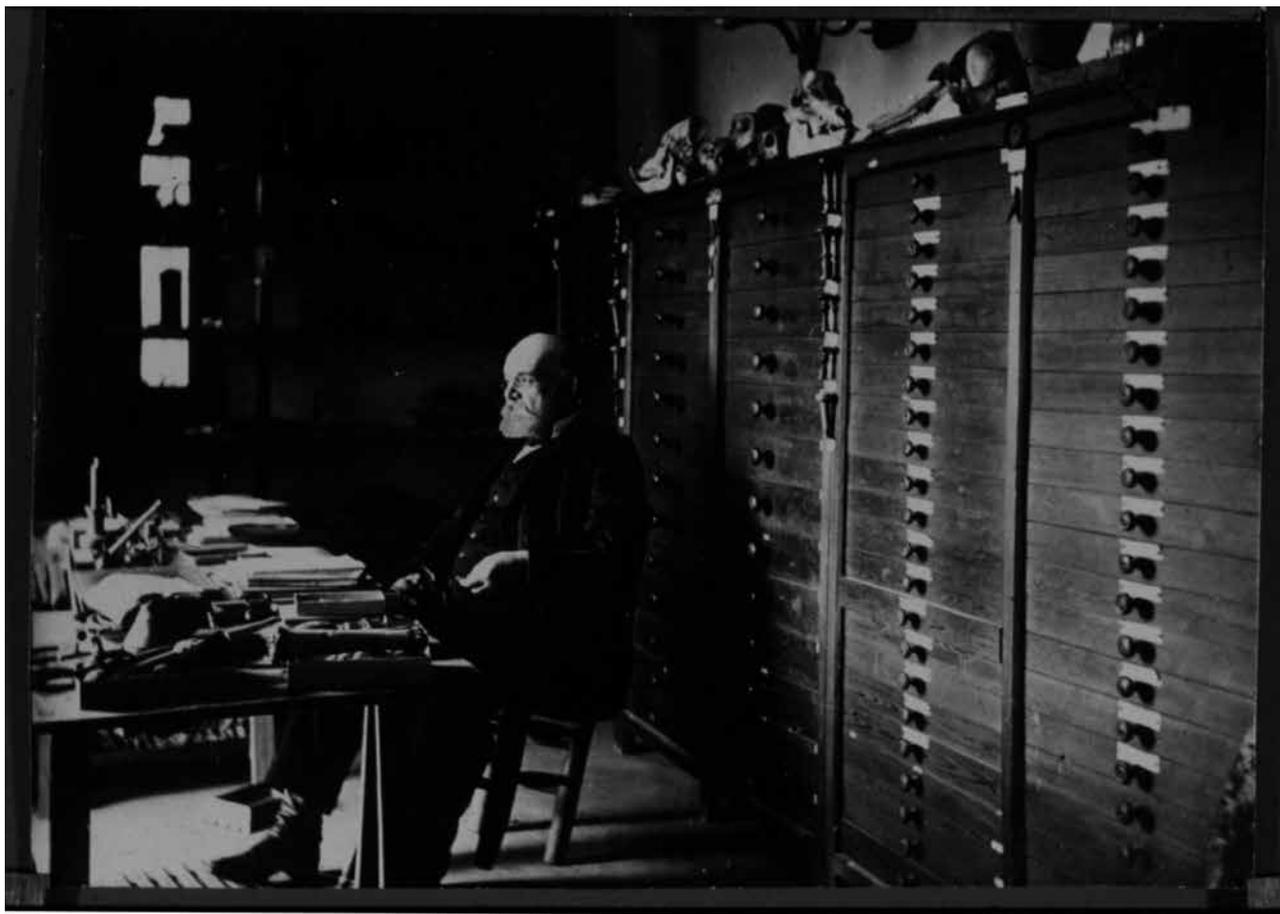


Fig. 6. - François Daleau dans son musée, 1911.
Cl. P. Bardou.

La même année il dépose une étude sur *La caverne quaternaire de Boucaud*, etc.

Grâce à la richesse de notre région en sites où abondent les traces concrètes de la présence et de l'humanité de l'homme préhistorique, aux découvertes de Daleau et en particulier celle de la grotte de Pair-non-Pair, notre Société est très vite un centre de développement de l'étude de la Préhistoire : en 1896 Gabriel de Mortillet, directeur du nouveau musée des Antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye et Emile Cartailhac, le premier à enseigner l'archéologie préhistorique à Toulouse en 1882, deviennent membres honoraires de la SAB ¹⁴⁸.

La même année la visite de la SAB à Bourg du musée préhistorique de F. Daleau est vraiment une source inépuisable d'observation pour les archéologues : l'âge de la pierre taillée, l'âge de la pierre polie, celui du bronze, etc. y figurent en séries extrêmement complètes, nous montrant l'homme primitif parti pour la conquête de la civilisation ¹⁴⁹...

En 1897, F. Daleau incite avec succès la SAB à émettre le vœu que la grotte de Pair-non-Pair, portant sur ses parois des dessins très intéressants gravés par les hommes de la période paléolithique, ...monument unique dans son genre, soit achetée par l'Etat pour la préserver d'une destruction certaine : c'est fait le 14 décembre 1900 ¹⁵⁰.

F. Daleau mène également une recherche nouvelle en anthropologie, sur les traditions, croyances et superstitions de la Gironde, ...médailles, prières, et remèdes populaires de la Gironde, dictons et proverbes, devinettes et facéties ; berceuses, rondes, et chansons du pays, ordre de recherche très en faveur en ce moment...dans tout le monde savant (1889).

148. 1896, tome XXI, p. XXVIII.

149. 1896, tome XXI, p. LXI.

150. 1900, tome XXIII, p. 165.



Fig. 7. - François Daleau devant le musée de l'Abbaye avec P. Courteault à gauche et Ducaunnès-Duval à droite. Cl. P. Bardou.

En 1903, la SAB avec F. Daleau et son invité le Dr Capitan, qui vient de découvrir Font-de-Gaume et les Combarelles, visite Pair-non-Pair et entend l'exposé de l'étude des gravures de la paroi et de la méthode scientifique de Daleau. La même année le Dr. Capitan prononce pour la SAB deux conférences sur la méthode ethnographique ¹⁵¹.

En 1907, F. Daleau lit une communication sur « les grottes à gravures connues » dont il donne la nomenclature. Il signale que M. Cartailhac vient d'être chargé du cours d'archéologie préhistorique créé par l'université de Toulouse ¹⁵².

En 1909, le Dr. Lalanne donne communication du résultat des deux années de fouilles de l'abri sous roche de Laussel et on peut mesurer les progrès scientifiques de la recherche ¹⁵³ : ces fouilles qui ont une très grande importance car elles ont été faites d'une façon méthodique et scientifique, ont mis à jour toute la succession des civilisations qui ont évolué pendant les temps pléistocènes et fait très intéressant, les assises qui représentent chacune de ces civilisations sont parfois distinctes les unes des autres et séparées par des couches stériles, de telle sorte qu'elles ne sauraient être confondues. Cela a permis au Dr. Lalanne de trancher d'une façon définitive la question aurignacienne. Antérieurement à l'époque solutréenne et entre cette dernière et l'époque moustérienne se place l'époque d'Aurignac – qui elle-même se subdivise à son tour – pendant laquelle à l'outillage en pierre vient s'ajouter un outillage

en os. Ce dernier fait avait pendant longtemps amené une confusion en faisant rattacher l'industrie aurignacienne à l'industrie magdalénienne, dont elle est cependant fort éloignée.

En 1911, le même Dr. Lalanne prononce une allocution sur l'enrichissement des études préhistoriques et conclut que Neandertal n'a rien à voir avec ce qui lui a succédé ¹⁵⁴.

En 1915 l'abbé Breuil prononce une conférence sur *Les grottes et rochers à peinture d'Espagne* ¹⁵⁵.

Certes tout n'est pas aussi résolument « moderne », certains textes reflètent des conceptions qui nous paraissent bien dépassées ; ainsi la comparaison de Cartailhac des hommes préhistoriques avec les peuplades actuelles arriérées ¹⁵⁶ !

Et on peut encore lire dans un article des années 50 cette phrase qui prête à rire : *Les habitants [de Saint-Quentin de Baron] ont le type périgourdin, et il n'est pas rare de trouver chez eux, comme en Dordogne, des traits rappelant l'antique race des Cro-magnon* ¹⁵⁷ !

La constitution en science de l'anthropologie arrive dans un contexte politique où le conflit des deux France, entre minorités cléricales et anticléricales, a dressé une ligne de partage entre les préhistoriens. Certains, catholiques militants ou matérialistes libres penseurs, souhaitent importer cette rivalité sur le terrain de leurs recherches alors que d'autres, partisans d'une science neutre souvent qualifiée de « pure » ou de « positive », souhaitent au contraire l'en préserver. Le contexte de laïcisation pèse en faveur de ces derniers qui comptent notamment parmi eux Émile Cartailhac et Marcellin Boule, tous deux en charge de la préhistoire dans la revue *L'Anthropologie* créée en 1890. Ils jugent que la préhistoire pour conquérir sa légitimité doit se conformer aux normes de neutralité laïque. Ils refusent donc toute légitimité aux discours politiques et apologétiques de leurs collègues. La pédagogie qu'ils mettent en œuvre prend pour modèle celle que les républicains opportunistes ont développée pour faire valoir l'idée modérée d'une laïcisation progressive, nettement plus indulgente vis-à-vis des catholiques que vis-à-vis des radicaux ¹⁵⁸.

151. 1903, tome XXIV, p. 94.

152. 1907, tome XXIX, p.4.

153. 1909, tome XXXI, p. 92.

154. 1911, tome XXXIII, p. XX. Le questionnement sur Neandertal occupe toujours les scientifiques.

155. 1917, tome XXXVII.

156. 1908, tome XXX, p. XVII- Congrès d'histoire et d'Archéologie de Bordeaux, avec la Société des Archives historiques de la Gironde, 18-19-octobre 1907.

157. 1945-1950, tome LVII, p. 55.

158. « Question laïque et légitimité scientifique en préhistoire - la revue *L'Anthropologie* », Fanny Defrance-Jublot, dans *Vingtième-siècle*, Numéro 88, Octobre-Décembre 2005.

Loin de tout extrémisme ou intégrisme, les études bordelaises sont heureusement tout à fait dans cette ligne de bienveillante neutralité.

Enfin en 1907, on trouve d'autres échos du climat politique. La SAB s'associe aux protestations contre Otto Hauser, « affairiste » dit « suisse-allemand », fournisseur des musées de Berlin qui a acheté pour 1600 F le droit de fouiller les alentours de la grotte du Moustier, ce qui revient à le rendre propriétaire de ses trouvailles¹⁵⁹. Nicolaï exprime alors un vœu invitant les pouvoirs public à *sauvegarder les richesses historiques et archéologiques de notre pays par l'établissement de lois rigoureuses qui permettent d'en éviter l'exode à l'étranger*.

Quelques années plus tard, Hauser sera accusé d'être l'auteur du découpage heureusement interrompu de l'abri du Poisson.

En fait il semble aujourd'hui que dans le climat nationaliste et anti-germanique exacerbé du temps, Hauser ait été le bouc émissaire rêvé pour endosser une mauvaise action dont la responsabilité ne lui incomberait pas. C'est ce que tend à prouver un chercheur américain, Randall White, dans sa thèse récemment publiée, *L'affaire de l'abri du Poisson. Patrie et préhistoire*¹⁶⁰ : le musée de Berlin acheteur potentiel n'aurait eu affaire qu'à l'épicier du coin, inventeur du site et désireux d'en tirer profit.

La SAB propose alors qu'une législation rigoureuse s'oppose à l'exportation des richesses historiques et archéologiques du pays. L'affaire Hauser est ainsi à l'origine de la législation protectrice qui s'est progressivement instaurée. Le Dr Lalanne parle en 1911 d'un projet de loi visant les découvertes préhistoriques en archéologie : ce sera la loi de 1913 sur les Monuments historiques facilitant la protection des sites.

Les objets d'art et les arts décoratifs

À l'archéologie gallo-romaine et à l'épigraphie, à l'étude de l'architecture civile et religieuse, s'ajoute dès le début le thème des arts décoratifs, ou « industriels », comme on dit souvent à l'époque, qui peinent à être reconnu au niveau des arts dits majeurs.

L'étude fondatrice du Dr. Azam sur *Les anciennes faïences de Bordeaux* date de 1878¹⁶¹, celle de Chasteigner sur l'identification des *Marques de la porcelaine de Bordeaux* de 1896¹⁶² ; en 1904, c'est une communication de M. Rousselot sur la *Faïencerie de Hustin* et le Hollandais Bouts¹⁶³ ; en 1905, celle de Labadie sur la *Porcelaine de Bordeaux*¹⁶⁴. En 1908, Bardié étudie des carreaux de pavement du Moyen Age¹⁶⁵. En 1924, on publie l'étude de Nicolaï sur la *Manufacture de Johnston*¹⁶⁶.

Bardié, concerné au premier chef de par ses origines d'artisan du meuble, entreprend à partir de 1909 toute une série d'études, qui ne sont malheureusement que partiellement publiées, sur des boiseries du XVIIIe siècle bordelais¹⁶⁷. Son vœu soutenu par la Société et par le syndicat de l'ameublement est de sauvegarder ces boiseries décoratives anciennes, chefs-d'œuvre de sculpture, qui disparaissent, vendues par des particuliers ou même par les villes, au point qu'il n'en reste que peu. On soutient son souhait d'un musée où ces boiseries pourraient être recueillies.

En 1912 il étudie celles du 57 rue des Menuts, ancien hôtel particulier transformé en école, acheté par M. Dudevant au début XIXe pour y installer raffinerie et magasin. À la suite des pressions de la SAB, au lieu d'être vendues, elles restent en dépôt à l'École des Beaux-Arts dirigée par Pierre Paris, en attendant la reconstitution complète du salon dans le musée qu'on espère¹⁶⁸ : ce sera au musée des arts décoratifs mais il faudra attendre encore longtemps.

Il montre que l'ensemble est réalisé de novembre 1779 à avril 1780, sur des plans de M. Hyacinthe Dudevant, et est exécuté par les sieurs Delabraise, sculpteur et Paul Lionais, menuisier.

En 1917, ce sont les boiseries de l'hôtel de Gasc rue du Serpolet, également transformé en école¹⁶⁹. Elles doivent être partagées entre le musée lapidaire et le musée Carreire, mais tout le reste du décor doit être détruit, en particulier les corniches que décrit Bardié :

Le grand salon avait fort bon air avec ses panneaux à décoration de coquilles, de nœuds et de fleurettes. Les dessus de porte offraient des motifs plus compliqués et d'un réel intérêt artistique : ils symbolisaient les attributs des sciences libérales.

159. 1907, tome XXIX, p. 76.

160. Périgueux, Editions Faillac, 2007.

161. 1878, tome V, p. 184-216.

162. 1896, tome XXI, p. XXV.

163. 1904, tome XXV, p. 14.

164. 1905, tome XXVII, p. 100.

165. 1908, tome XXX, p. 18.

166. 1924, tome XLI, p. XXVIII.

167. 1909, tome XXXI, p. 16, 18. César Daly en a publié certaines dans ses *Motifs historiques d'architecture et de sculpture d'ornement, Décorations intérieures empruntées à des édifices français, du commencement de la Renaissance à la fin de Louis XVI*. Paris, Librairie générale de l'architecture et des travaux publics, Ducher et Cie, 1880.

168. 1912, tome XXXIV, p. XXX.

169. 1917, tome XXXVII, p. XXXVIII.

Mais ce qui est vraiment curieux dans cet ensemble, c'est l'importance de la corniche qui est d'une richesse remarquable. Formée de médaillons centraux d'où partent des guirlandes de feuillages et de fleurettes, elle offre dans les encoignures quatre cartouches portant des singeries et des amours avec figuration des saisons. Une très belle rosace centrale accompagne le tout.

Malheureusement cet ensemble va être détruit ; il n'a été possible que de faire des photographies et quelques rares moulages, l'épaisseur de la matière ne permettant pas un marouflage facile.

C'est une preuve nouvelle à cette constatation déjà faite plusieurs fois : que les artistes du XVIIIe siècle ne dédaignaient pas de prodiguer leur talent sur des matières ordinaires et ne recherchaient pas toujours les pierres de haute qualité ou les bois précieux pour réaliser leurs chefs-d'œuvre.

En 1924, le 26 mars, le démontage des boiseries de l'hôtel Ravezies rue Saint-Charles se fait *sous sa direction et entière responsabilité* ¹⁷⁰. M. Corbineau, instituteur sociétaire, donne alors quelques précisions sur diverses annotations relevées sur les parois du salon de l'hôtel ¹⁷¹ : l'inscription *CLAU - 1782* et près de la corniche une autre inscription où il a pu lire seulement *LAUDE*. A qui attribuer ces signatures, au plâtrier, au menuisier ou à l'auteur des boiseries ? M. Corbineau penche pour le sculpteur de la corniche. Il a observé en plus les mots *PAX* et *RABESSI* (déformation de Ravezies)...

Il a enfin relevé sur la muraille des essais de dessins de sculpture pour les boiseries ; la date 1782 et quelques autres inscriptions.

Toutes ces boiseries sont installées au nouveau musée d'Art ancien, ouvert en 1923 à l'hôtel de Lalande, rue Bouffard, où nous pouvons très heureusement les admirer. Il est agréable de penser que *c'est grâce à son intervention personnelle* [celle de Bardié] *et aux demandes de la Société que le sauvetage de ces boiseries a pu être effectué.*

La bibliothèque

Dès ses débuts la Société a une bibliothèque où elle reçoit revues et ouvrages. Mais elle connaît inévitablement de gros problèmes de gestion.

En 1892, la bibliothèque est 17 rue Montméjean où elle loue un local à Mme Cadoret ¹⁷². Le loyer est cher, quantité d'ouvrages et revues s'accumulent, cela mobilise une personne et personne ne vient consulter ! Il est décidé après débat que la bibliothèque sera mise en dépôt à la Bibliothèque municipale. L'accord de la mairie est donné et le bail résilié.

Mais du coup on perd le contact avec les livres.

En 1894, Bardié demande qu'on établisse un catalogue de la bibliothèque ¹⁷³ ; il lui est répondu que ce serait trop long et inutile.

En 1897, il est à nouveau question d'établir un inventaire de la bibliothèque, car on ne retrouve plus certains ouvrages à la Bibliothèque municipale ¹⁷⁴. Amtmann, archiviste de la SAB, doit faire la liste de tous les ouvrages déposés.

Le 1^{er} décembre 1905, il est évident que M. Bardié exprime le sentiment général en *souhaitant que notre bibliothèque se constitue à nouveau* ¹⁷⁵. A la suite d'une maladresse, on n'a pas obtenu qu'un catalogue complet des livres déposés à la Bibliothèque municipale soit joint aux Tables : un quiproquo fait que l'on en confie maladroitement la rédaction à Ernest Labadie, le rédacteur des Tables, mais aussi à Ammtman qui est l'archiviste de la Société. La susceptibilité de chacun en est affectée et du coup aucun n'accepte de s'en charger ¹⁷⁶.

Il est décidé que désormais *toutes les publications adressées à la Société seront temporairement conservées dans le local des séances et tenues à disposition de tous ses membres.*

Après 13 ans, *la Société semble aujourd'hui en regretter l'aliénation imprudente dans un moment d'embarras. Cette bibliothèque serait riche aujourd'hui. Elle s'enrichira un jour des albums de dessins de notre collègue, M. Piganeau.*

En 1909, la SAB comme corollaire de l'installation du musée de la Porte Cailhau, *poursuit la reconstitution de [sa] bibliothèque... Nous estimons que dans une société comme la nôtre, on doit avoir sous la main les ouvrages techniques indispensables qui sont les instruments de travail de tout chercheur... ces livres seront catalogués...* Le secrétaire, M. Servan *se propose également de dresser toute une série de répertoires et de tables analytiques qui contiendront une foule de renseignements utiles* ¹⁷⁷.

La SAB dispose aujourd'hui d'un fonds documentaire extrêmement riche consistant en documents figurés, archives, ouvrages, revues et s'en réjouit, même si sa gestion est toujours un souci.

170. 1924, tome XLI, p. XXVI.

171. 1924, tome XLI, p. XXXV, p. XXVIII.

172. 1892, tome XVII, pp. XXVIII, et suite, XLIV et XLVI.

173. 1894, tome XIX, p. LV.

174. 1897, tome XXII, p. XXXII.

175. 1905, tome XXVII, p. 115, 133.

176. 1906, tome XXVIII, p. 1.

177. 1909, tome XXXI, p. 26.

Le cours public

Dans la ligne de la pensée développée à la Révolution par Condorcet, et pour compléter le programme Jules Ferry en faveur de l'instruction publique, se développent à la fin du XIXe siècle des mouvements d'éducation populaire destinés aux moins favorisés, pour leur permettre d'accéder à un savoir dont on pense qu'il est le facteur décisif de progrès social. Sansas a envisagé dès les statuts de 1873 la création d'un cours public.

En 1893, Brutails, archiviste de la Gironde, offre de se charger du *Cours public d'archéologie* prévu par les statuts. L'assemblée consultée accepte à l'unanimité¹⁷⁸. Reste à obtenir l'accord de la Municipalité et *une salle avec éclairage et chauffage*. M. Bardié, chantre de l'*archéologie populaire*, souhaiterait que *ce cours fut à la portée des élèves architectes, des entrepreneurs et généralement de toutes les personnes, qui par goût ou utilité professionnelle, pourraient en retirer des avantages*. C'est toujours dans un esprit démocratique.

En 1896, le cours a lieu, sous les auspices de la Société ; Brutails le professe à la Faculté des Lettres et *sans être officiel, [il] rend d'importants services et comble une lacune de l'enseignement*¹⁷⁹.

C'est qu'il y a un grand intérêt pour l'archéologie, et en même temps une très grande ignorance qui permet qu'en 1906, une mystification sur de soi-disant inscriptions sur des pierres dans le lit de la Garonne asséchée déplace environ 3000 personnes¹⁸⁰ !

En 1910, Bardié fait une longue communication sur *ce que doit être l'archéologie populaire*¹⁸¹ :

Par ce temps de vulgarisation scientifique, la diffusion des notions archéologiques et historiques n'aurait-elle pas les meilleurs résultats pour la protection des vénérables restes du passé ? Quand les ouvriers des villes et des campagnes sauront apprécier la beauté et la valeur des monuments près desquels ils passent indifférents, ils en deviendront les défenseurs ; nous trouverons en eux de précieux auxiliaires...

Le maire aurait bien accueilli cette idée, ce seraient des cours du soir, c'est-à-dire après le travail. Mais en 1911, c'est la fondation d'un cours d'histoire locale par l'universitaire Paul Courteault sous le double parrainage de la Ville et de la Société, qui a lieu à 17 heures 30 et reçoit un nombreux public¹⁸².

La Société depuis sa fondation a désiré mettre les connaissances archéologiques à la portée de la masse du public par des cours de vulgarisation, car ceux qui s'intéressent aux choses du passé sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le pense généralement : Courteault y parle des fouilles de Saint-

Seurin. A 17h. 30, ce ne sont pas vraiment des cours du soir comme il avait été souhaité dans une optique de *vulgarisation*, notion jugée par Courteault *incompatible* avec l'enseignement supérieur.

En 1912, c'est une demande renouvelée au maire, M. Gruet, de la création d'un cours populaire d'archéologie donné le soir pour permettre aux employés d'y assister¹⁸³. La guerre mettra fin à ces projets.

Le premier cours public tel que nous le pratiquons aujourd'hui, une demi douzaine de séances en février-mars centrées sur une thématique choisie chaque année, a eu lieu en 1963, alors dans l'hôtel de la rue du Loup¹⁸⁴ : dans une belle continuité il portait sur *Initiation à l'archéologie gallo-romaine* par MM. les professeurs Marcadé, Etienne, Couptry, M. Bénusiglio pour la numismatique. Ont suivi *l'Initiation à l'art français du XVIIIe siècle*, avec le professeur Pariset, *le Moyen-âge, les fouilles faites par les Bordelais, l'histoire de la céramique, le XIIe siècle français, De la villa au château, les fouilles des allées de Tourny en 1973*, etc.

La SAB et les musées

Les liens entre Société archéologique et musées sont constants depuis l'origine. Les statuts de 1873 mentionnent parmi ses missions, la possibilité pour *faire connaître* d'organiser des expositions ; la deuxième version de 1910 précise que la société a vocation à *organiser...des expositions temporaires ou permanentes, telles qu'un musée*. D'ailleurs les conservateurs des différents musées sont déjà des membres titulaires actifs.

On peut y associer une tradition un peu délaissée, mais qu'on aimerait voir réactivée : celle des présentations d'objets pratiquées lors des séances publiques, qui n'aboutissent pas forcément à des dons mais peuvent en être l'occasion.

La Société exprime dès ses débuts le vœu de voir Bordeaux doté d'un monument qui put abriter et présenter les collections de la Ville.

178. 1893, tome XVIII, p. XLV.

179. 1896, tome XXI, p. XLVI.

180. 1906, tome XXVIII.

181. 1910, tome XXXII, p. 17-20. cf. également 1911, tome XXXIII, p. XXIX.

182. 1911, tome XXXIII, p. L.

183. 1912, tome XXXIV, p. XLVIII.

184. Tables du centenaire, tome LXIX, p. 38.



Fig. 8 et 9. - Musée du Vieux Bordeaux.
Ph. Th. Amtmann. Cl. P. Bardou.

En 1899, le 17 juillet, elle intervient auprès du maire M. Cousteau¹⁸⁵ pour la création d'un *musée général archéologique* à visée éducative et populaire, regroupant les différentes collections, lapidaires, préhistoriques, ethnographiques, armes et objets anciens, médailler et pièces de maîtrise, dans un lieu qui serait à l'emplacement de l'école de dressage, rue Judaique. *C'est le complément nécessaire de l'œuvre scolaire à laquelle une si grande extension a été donnée depuis une trentaine d'années, et élèves des Beaux-Arts comme aussi des Ecoles professionnelles y trouveraient les différents éléments indispensables à leurs études et au développement de leur avenir artistique.* Il est question de l'intérêt pour le *progrès artistique et industriel.*

La SAB exprime constamment le vif regret que les sites des collections municipales restent éclatés au cours des déménagements successifs depuis la confiscation révolutionnaire des collections de l'Académie :

- le musée lapidaire de la rue Jean-Jacques Bel partagé entre l'ancien cloître des Jacobins de la rue Mably, des caisses au Jardin public et un hangar au Palais Gallien (1887) ;
- le musée préhistorique installé au Jardin des plantes ;
- le musée des armes et d'art ancien, certes installé en 1906 dans un aménagement nouveau au domaine de Carreire, près de l'actuel CHU, mais dont l'éloignement décourage à son avis la visite.

Et en dépit de l'amicale écoute du maire Alfred Daney, membre actif de la SAB et collaborateur de Sansas depuis la première heure, les divers projets de musée étudiés sont jugés trop onéreux pour les finances de la ville et ajournés. Y compris malheureusement en 1910 le projet d'installation à l'hôtel Labottière qui est alors à vendre...

C'est dans ce contexte que la SAB décide, avec le soutien du même Alfred Daney, de la création de son propre musée, le *musée du Vieux Bordeaux* qui est inauguré dans un édifice récemment restauré, la porte du Palais ou porte Cailhau, le 27 décembre 1907¹⁸⁶.

Ce musée est le résultat des efforts de la Société, et en particulier d'A. Bardié, appuyés par l'entrepreneur Marius Vachon, qui vient à Bordeaux à plusieurs reprises et y prononce des conférences très courues, et chez lequel on va puiser justifications et encouragements. On le nommera membre honoraire de la SAB.

Marius Vachon est un publiciste, historien et critique d'art bien connu, chargé à partir de 1881 par le Ministère des Beaux-Arts et de l'Enseignement d'étudier les musées et écoles d'art en France et en Europe, susceptibles de favoriser le développement des industries d'art. Il est à l'origine de la création en 1889 du musée d'Art et d'Industrie de Saint-Etienne.

Dans cette période consécutive à la défaite de 1870 face à l'Allemagne et à la veille de la guerre de 1914, est vif un sentiment de déclin insupportable, déjà, où la France n'est plus la seule à faire le goût et n'est plus qu'au quatrième rang des puissances industrielles ; il s'en suit un courant de pensée fustigeant l'Art nouveau comme étant caractéristique d'une inspiration étrangère¹⁸⁷. Sont valorisés au contraire le gothique

185. 1899, tome XXIII, p. 114.

186. 1908, vol. XXX, p. 3.

187. Vachon parle haineusement du *snobisme parisien, formé de métèques et d'étrangers* ; dans Rossella Froissart, *Les Arts décoratifs au service de la Nation, 1880-1918*. séminaire du 17 juin 2005, Centre d'Histoire de Sciences Po.

et le XVIII^e siècle français, représentatifs à la fois d'un bon goût national et d'une tradition du métier où les corporations et la formation qu'elles assuraient sont vivement regrettées. Un remède consiste donc à conserver et à exposer l'Art du passé pour former le goût des acheteurs comme des artisans. Les Bordelais ont un sens aigu de l'art national, sans l'extrémisme de leur protecteur.

Sont aménagées deux grandes salles pour le musée, la salle de la Herse pour les réunions ; au 3^e étage, la bibliothèque et les archives ; dans les combles : les dépôts. Une troisième salle sera ouverte en 1913.

Le président Bardié a fait don du mobilier de la salle de la herse d'un gothique sobre (fig. 13). La grande salle est décorée de peintures à teintes neutres rehaussées de frises polychromes d'un bel effet. L'ensemble a fort grand air et les auteurs, M. Bontemps, architecte de la ville, MM. Coudol et Labatut, également architectes et le peintre Millet sont félicités (fig. 8 et 9).

Les dons affluent pour doter et enrichir les collections, entraînant l'extension des aménagements. On fait visiter le musée le dimanche et les visiteurs se pressent. Une fondation, due à M. Fourché, doit assurer son avenir¹⁸⁸.

En 1924 après des années d'efforts incessants et de multiples propositions d'implantation, la SAB obtient de la Ville le rapatriement de Carreire du musée d'Art ancien, qui va s'installer dans l'hôtel de Lalande rue Bouffard, où Bardié peut enfin faire installer les boiseries anciennes qu'il a sauvées de la vente ou de la destruction avec l'aide du Pr. Paris.

Après la seconde guerre mondiale, la SAB émet le vœu en 1953 que rouvrent les musées de Bordeaux et se préoccupe que l'on veuille à la conservation intégrale des collections : elle a été la première à rouvrir le musée du Vieux Bordeaux, son musée. Les collections sont dites complètes, mais des carreaux cassés aux fenêtres ont laissé passer des pigeons qui ont causé bien des dommages.

Le musée d'Aquitaine créé en 1963 au jardin de l'hôtel de ville a été déplacé en 1987 pour se glisser dans l'enveloppe de l'ancienne faculté des Lettres et Sciences, construite à la fin du 19^e siècle par l'architecte Pierre-Charles Durand, sur l'emplacement des couvents de la Visitation et celui des Feuillants où Michel de Montaigne fut enterré en 1592.

Conformément à sa vocation de conserver et de faire connaître, sans aliéner la propriété de ses collections constituées par les dons de ses amis, la SAB se résout en 1981 à en déposer l'essentiel au musée d'Aquitaine à qui elle délègue sa mission en lui en confiant la présentation au public.

Elle en est aujourd'hui bien récompensée puisque le musée d'accueil a organisé cette année la célébration de notre Société sous la forme d'une exposition qui a connu un joli succès.

L'énumération des dons, abondants dès l'ouverture en 1907, ressemble à un inventaire à la Prévert, un certain nombre d'entre eux a pu être présenté lors de l'exposition :

- des objets ayant appartenu au peintre animalier Brascassat, la ceinture de chasteté trouvée dans un château de Targon, deux carreaux incrustés du XIV^e siècle, un dessin de G. Labat, représentant une maison du XV^e siècle, existant autrefois à l'angle des Fossés de Bourgogne et de la rue des Faures (couverture), un lot de 28 cartes, plans et vues intéressant Bordeaux et la région, des médailles et monnaies, des médaillons de terre cuite ;
- le don Bouchon, soit un lot important de faïences et de porcelaines bordelaises.

- Piganeau promet ses albums de vues et dessins d'archéologie girondine¹⁸⁹.

En 1908 :

- le beau dessin par M. Flos, grand amateur de ferronnerie, de l'ancienne porte royale du Jardin public, en 1866 ;

- don de Bardié, une soupière de faïence patronymique du XVIII^e siècle au nom de *Jeanne Brunet* ;

- quelques photos de Bordeaux en 1853 que M. Quittard, successeur de Alphonse Terpereau (mort en 1897), offre au musée¹⁹⁰.

- surtout, *M. A. Bardié présente deux statuettes en bronze : un Mercure gallo-romain et une Isis romaine*, notre remarquable Isis Fortuna de bronze aux yeux d'argent¹⁹¹. Ces objets dits trouvés à Bordeaux sont offerts à notre musée par un certain M. Jean Maurel, qui n'est pourtant pas sociétaire ;

- don de M. Ed. Féret d'une rarissime photo représentant un groupe de membres fondateurs de notre société¹⁹² (fig. 3).

- En 1916, *M. Fourché présente un superbe tableau de P. Lacour représentant la rade de Bordeaux et les Chartrons au début du XIX^e siècle ; ce tableau est un don de M. Fourché à notre Musée ; les remerciements de la Société lui sont adressés*¹⁹³ (fig. 10).

Concernant plus particulièrement les numismates,

- dès 1907, un don d'Omer Miller de six cartons contenant deux cent monnaies romaines trouvées à Bordeaux ,

- en 1910, un portrait de Bertrand Andrieu, le célèbre graveur de médailles bordelais a été offert au musée du Vieux Bordeaux par M. Gautier, son petit-fils¹⁹⁴, et

188. 1922-23, tome XL, p. 142.

189. 1907, tome XXX, p. 2

190. 1908, tome XXX, p. 70.

191. 1908, tome XXX, p. 10 .

192. 1909, tome XXXI, p. 6

193. 1917, tome XXXVII, p. LII.

194. 1910, tome XXXII, p. LV .



Fig. 10. - Le port des Chartrons, par P. Lacour. Don Fourché. Cl. P. Bardou.

- en 1924, don Lemarchand, filleul et héritier de M. Emile Gautier, le legs de vingt-deux médailles de Bertrand Andrieu, son grand oncle et un grand tableau dessiné au crayon, signé du même, le 6 mai 1782, qui est en fait son chef d'œuvre ¹⁹⁵.

Les dons de photos permettent d'aborder le thème de la photographie au service de l'archéologie.

Ainsi, dès 1885, Terpereau offre quatre photos de l'église de Bonnetan et quatre autres du château de Montaigne ¹⁹⁶.

En 1906, l'abbé Brun propose à la Société archéologique d'établir d'ores et déjà, par la photographie et ses dérivés, la collection des monuments intéressants de Bordeaux et de la Gironde. Cette collection deviendrait en peu de temps inestimable. Les monuments les plus précieux, surtout au point de vue documentaire, disparaissent chaque jour ; la physionomie des vieux quartiers se modifie rapidement. Il appartient à la Société Archéologique de fixer et de conserver toutes ces vieilles choses, dans le local qu'elle aura bientôt pour ses collections.

M. Charrol propose l'idée de concours photographique, sous le patronage de la Société, avec des récompenses honorifiques que la Ville de Bordeaux et le Conseil général ne refuseraient pas. Une très importante collection serait ainsi réunie en peu de temps.

M. Paris pense qu'en effet une collection de photographies serait des plus intéressantes. Mais avant d'entreprendre de nouveaux travaux, la Société devrait terminer ceux qu'elle a entrepris. La Société a engagé des sommes importantes pour le catalogue du musée des Antiques dont M. de Mensignac s'est chargé. La Société devrait tenir la main à ce que le catalogue en question soit enfin publié ¹⁹⁷.

En 1912, Mme Bahans donne des photos d'immeubles du quartier de la Rousselle disparus depuis l'ouverture du cours Alsace-Lorraine ¹⁹⁸.

En 1914 les photos sont faites pour le catalogue du musée lapidaire en projet par Amtmann, Charrol et Dubreuilh ¹⁹⁹.

La même année Charrol fait des photos des belles boiseries de l'hôtel des Douanes ²⁰⁰.

En 1924 on réalise un album de photos des dessins de Jaudouin de 1866, représentant les vieilles maisons de bois de Bordeaux ²⁰¹.

195. 1924, tome XLI, p. XXXVIII .

196. 1885, tome X, p. VII.

197. 1906, tome XXVIII, p. 16.

198. 1912, tome XXXIV, p. XLVIII.

199. 1914, tome XXXVI, p. XXI .

200. 1914, tome XXXVI, p. LV .

201. 1924, tome XLI.

L'idée de collections de photos se répand, la Bibliothèque du musée des Arts décoratifs de Paris par exemple en témoigne : en 1909, un amateur parisien demande des photos des objets d'art aux Sociétés savantes pour former une bibliothèque de renseignements sur les Arts ²⁰².

La même année, Nicolai souhaite une section de cartes postales archéologiques *pour comparaison* ²⁰³ : c'est dans un souci d'archéologie comparée que l'on souhaite réunir ces collections, procéder à des échanges, participer aux Congrès des Sociétés savantes, faire des conférences avec projections.

En 1924 M. Cadis, ingénieur du midi, remarquable photographe, adhère à la Société ; il lui lègue son fond photographique en 1954, alors que le professeur Roudié s'est chargé de la création d'une photothèque décidée par le Conseil et a fait appel à tous pour cession de documents photo intéressant l'archéologie régionale ²⁰⁴ : c'est sans doute l'origine d'une part importante de notre fonds photographique, dont notre ami Pierre Bardou a entrepris l'inventaire et l'exploitation passionnants.

Les excursions

Enfin érudition et sociabilité culminent dans les excursions, auxquelles les dames peuvent se joindre, et dans le banquet annuel.

En 1879 on propose de créer une fête annuelle de la Société ayant pour but une excursion archéologique, sur un point déterminé du département... La Société ne pouvant donner aux excursions un caractère officiel, elle s'engage seulement à les faciliter ²⁰⁵.

Deux excursions sont alors organisées chaque année ²⁰⁶.

On visite Montagne, Lussac et Petit-Palais, Bazas, Baron et Bisqueytan, Bourg et Lansac, Langoiran et Cadillac, La Réole, Villandraut et Uzeste, Rauzan, Saint-Emilion, Libourne, comme nous le faisons encore ! (fig. 11).

Cela donne lieu alors à de curieux commentaires. En 1907, la SAB visite Bourg ²⁰⁷, Pair-non-Pair et la grotte des Fées pour la préhistoire, Marcamps et La Libarde pour le Moyen-Age roman. On a convié aussi les membres du Club alpin, on a montré combien l'archéologie et l'alpinisme pouvaient se prêter un mutuel appui.

Avec Daleau et Pierre Paris, la SAB visite le musée Daleau, son jardin comme en témoigne une photo conservée (fig. 7). *Citadins et villageois se regardent comme des bêtes curieuses...*

La même année une seconde excursion est prévue dans le Réolais et la « gavacherie » de Monségur ²⁰⁸ : ces parties du département de la Gironde sont encore peu connues et n'ont jamais été décrites du point de vue archéologique.



Fig. 11. - Excursion à Libourne. A gauche Th. Amtmann et à droite Ducaunnès-Duval. Cl. P. Bardou.

En 1890, une autre société, la Société Archéologique du Tarn et Garonne, rend visite à la SAB : on l'admire car elle a joint aux grands congrès annuels de la Société française d'Archéologie des excursions régionales, et elle a déjà visité presque toutes les provinces du Midi et du Sud-Ouest de la France, qui offrent un si vaste champ d'études ²⁰⁹.

Bardié l'autodidacte est un très grand voyageur qui photographie partout où il passe et fait au retour des conférences sur l'archéologie comparée.

La curiosité de nos archéologues leur donne une énergie peu commune ; en 1893, Brutails raconte une excursion à Bazas ²¹⁰ :

Nous...allons voir...un couvent de Capucins, aujourd'hui transformé en habitation particulière. Partant de ce principe que dans tout édifice antérieur à la Déclaration des Droits de l'Homme les archéologues sont chez eux, nous entrons et adressons à brûle pourpoint à la domestique étonnée les questions ordinaires : Y-a-t-il des voûtes ici ? Il en existe en effet ; mais les pièces voûtées sont occupées par le propriétaire, malade et couché. Il faut nous faire un peu violence pour respecter son repos...

202. 1909, tome XXXI, p. 17.

203. 1909, tome XXXI, p. 93.

204. 1954, tome. LIX, p. 11.

205. 1879, tome VI, p. III.

206. 1896, tome XXI, p. XLVI.

207. 1907, tome XXIX, p. 15, et 23 ; p. 27.

208. 1907, tome XXIX, pp. 22, 92.

209. 1890, tome XV, p. LXXXIII.

210. 1893, tome XVIII.



Fig. 12. - Excursion de la SAB à Montcarret, la Fontaine des Fées.
Ph. par Ed. Bastide, 2 juillet 1902. Cl. P. Bardou.

Enfin les banquets sont des moments privilégiés, avec des menus d'où nos préoccupations diététiques sont bien absentes ; ainsi le menu *soigné*, exceptionnel bien sûr, du banquet du Cinquantenaire en juin 1923, qu'on ne peut s'empêcher de rappeler ici :

Consommé en tasse
Saumon de l'Adour sauce divine
Cœur de filet de bœuf bouquetière
Poularde sur canapé
Asperges sauce hollandaise
Fromages
Bombe Nélusko,
Saint-Honoré
Dessert
Fruits, friandises
Café et liqueurs

La carte des vins, occasion d'un *régal exquis*, offerts en particulier par les grandes familles de propriétaires ou négociants membres de la Société qui avaient été sollicités, les Cruse, Calvet, Lawton, Cordier, Ferbos, Dubos, Gounouillou, etc. est dite *éloquente* :

Mouton Blanc, Grandes Graves
Château Pontet-Canet 1912
Château Canon 1914
Château Haut-Brion la Mission 1914
Château pape Clément 1916
Château Léoville-Poyferré 1906
Château du Tuquet 1913
Château Climens 1916
Enfin Champagne Deuz et Geldermann, Jockey Club.

Le tout suivi de nombreux discours, *la réunion s'est prolongée fort tard dans la nuit et c'est avec regret que les convives se sont séparés...*

*

*

*

En 1903, ouvrant la première séance du Congrès des Sociétés savantes tenu à Bordeaux, M. de Lasteyrie, professeur d'Archéologie à l'École des Chartes, *félicite les archéologues bordelais, du zèle qu'ils ont toujours montré pour l'étude et la conservation des monuments de leur pays. Plus que jamais au moment où des besoins nouveaux créés par le développement de l'industrie, comme aussi les modifications apportées aux conditions matérielles de la vie provoquent trop souvent la démolition des vieux édifices, il importe de veiller à leur conservation.*

*Or le meilleur moyen, pour arriver à ce résultat, est de décrire les monuments, de les étudier, d'en répandre les images et, ainsi, d'intéresser le public à cette partie, et non la moins précieuse, de notre patrimoine national ; il faudrait réaliser l'idée de cette statistique monumentale, dont on avait conçu le projet il y a plus d'un demi-siècle. C'est une œuvre qui ne peut être que le résultat des efforts particuliers des compagnies savantes, et que, pour la part qui leur revient, les sociétés bordelaises ont préparée et même accomplie. Leurs travaux, si considérables déjà, nous sont un sûr garant que leur ardeur scientifique ne faiblira pas dans l'avenir*²¹¹.

En 1905, on peut lire dans la notice nécrologique de Castelnau d'Essenault rédigée par Brutails²¹² :

En suivant son cercueil il me semblait suivre, sous ces grands arbres de la Chartreuse, le convoi de notre archéologie régionale... Si ces vaillants ouvriers ont disparu, l'œuvre n'est pas terminée. Après l'école qui a fait d'enthousiasme la science de nos antiquités girondines, il y a place pour une autre école, plus méticuleuse et plus scientifique, dont la mission est de réviser et compléter ces premiers résultats.

La juxtaposition de ces deux textes montre bien comment la définition du projet et des objectifs d'une société ouverte sur le monde s'assortit très tôt de l'idée que dans une conception de la science tout à la fois humble et pleine de foi, il faut accepter d'envisager que l'on reviendra sur les mêmes lieux et on repassera sur les mêmes sujets en étant de mieux en mieux armé pour en exprimer tous les caractères et toutes les significations : c'est ce que nous faisons avec persévérance.

Prenons l'exemple emblématique de Saint-Seurin et de sa nécropole.

En 1905, *la Sté veut contribuer de ses deniers aux fouilles que M. Brutails a dessein de pratiquer dans la crypte de Saint-Seurin, laquelle est encore bien mystérieuse et soulève des problèmes qui sont restés jusqu'ici sans solution*²¹³...

En 1951, la SAB publie l'historique des fouilles de Saint-Seurin²¹⁴, qui rappelle qu'en 1909, Camille Jullian et Paul Courteault ont procédé à d'importantes fouilles sur le

terre-plein des allées Damour ; elles ont révélé l'existence en ces lieux d'inhumations de quatre époques différentes : un cimetière païen gallo-romain, sur lequel reposaient des sépultures chrétiennes antérieures au VIII^e siècle, puis des tombes moyenâgeuses, enfin les ossements des victimes de la Révolution. En particulier a été découvert le sarcophage de Flavinius, portant la plus ancienne inscription chrétienne de Bordeaux.

En 1910, le 31 janvier, la société visite le chantier ; Paul Courteault assure le commentaire : *sans (s)'immiscer dans les travaux de l'Université*, la SAB exprime le vœu *que soient pris les moyens de conservation des objets et ossements*. Puis il donne une conférence sur le *cimetière de Saint-Seurin*, avec projection des clichés d'Amtmann.

Le 10 décembre 2005, la communication prochainement publiée de Natacha Sauvaître à partir de sa thèse en cours de rédaction concerne à nouveau Saint-Seurin : les moyens informatiques actuels lui permettent entre autres d'intégrer les recherches anciennes et celles qu'elle mène pour arriver à suggérer, se levant du plan du quartier comme une ville fantôme, une image restituée proche de celle de la nécropole de *l'Isola sacra* de Rome.

La SAB continue d'enregistrer le témoignage des écoles successives qui progressent et affinent la connaissance ; souhaitons lui de le faire longtemps encore.

211. 1903, tome XXIV, p. 28 .

212. 1905, Tome XXVII, p. 22 .

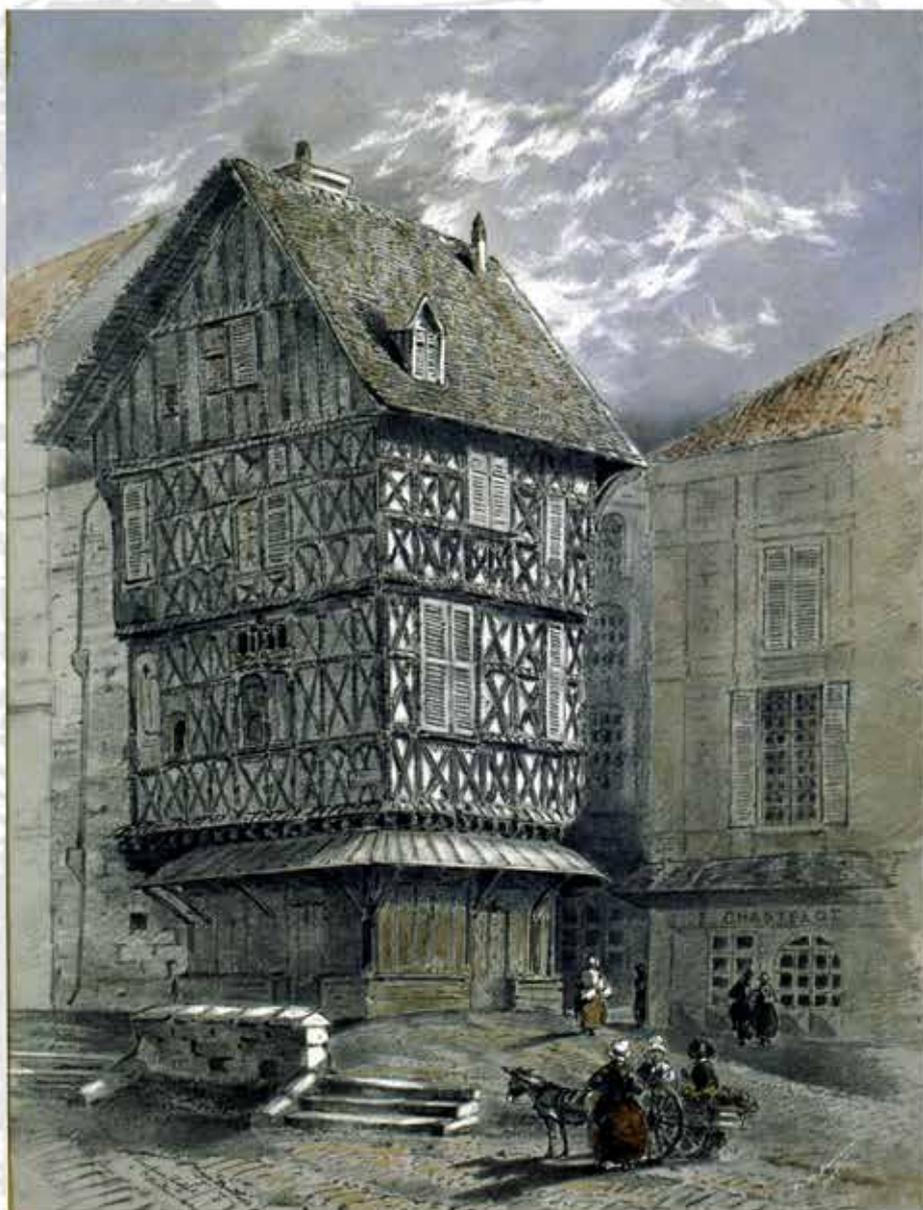
213. 1905, tome XXVII, p. 136 .

214. 1951, tome LVIII, p. 17.



Fig. 13. -
Tabouret
néo-gothique
provenant
du musée
du Vieux
Bordeaux.
Cl. P. Bardou.

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX



TOME XCVII
ANNÉE 2006

Revue publiée par la Société Archéologique de Bordeaux
avec le concours de la Municipalité de Bordeaux,
du Conseil général de la Gironde
et de la Direction régionale des Affaires culturelles d'Aquitaine

<i>L'archéologie girondine en 2006</i>	3
Opérations archéologiques à Bordeaux	3
Opérations archéologiques dans la CUB	8
Opérations archéologiques en Gironde	13
Programmes collectifs de recherche concernant la Gironde	42
Bibliographie 2006 de l'archéologie en Aquitaine	45
Carte de localisation et tableau général des opérations archéologiques de 2006 en Gironde	54
Ezéchiel JEAN-COURRET, <i>«Civitas Burdegalensis genuina descriptio» :</i> <i>une représentation de Bordeaux vers 1525-1535</i>	57
Marie-Hélène MAFFRE, <i>Le patrimoine architectural de Lormont :</i> <i>quelques éléments caractéristiques</i>	87
Marc FAVREAU, <i>Etude d'un document inédit intéressant l'histoire de l'art bordelais :</i> <i>l'inventaire du château de Cadillac de 1652</i>	101
Vincent JOINEAU et Sébastien POTTIER, <i>L'approvisionnement en farines de Bordeaux à l'époque moderne :</i> <i>l'exemple du moulin du Pont à Barsac</i>	127
Jean-François FOURNIER, <i>Notes relatives à une peinture représentant la Visitation</i>	141
Pierre COUDROY DE LILLE, <i>Biographie de François de Voigny</i>	143
Xavier ROBOREL DE CLIMENS, <i>Un lotissement de la fin du XVIIIe siècle : Peyreblanque</i>	149
Chantal CALLAIS, <i>Les quartiers nord du Jardin public à Bordeaux : variations sur le thème du lotissement</i>	153
Sylvain SCHOONBAERT, <i>Le lotissement de l'îlot Mestrezat à Bordeaux (1853-1923)</i>	177
Laetitia BARRAGUÉ, <i>La construction des sacristies et la restauration de la façade méridionale de l'église Sainte-Croix de Bordeaux à la fin du XIXe siècle</i>	201
Marie-France LACOUÉ-LABARTHE, <i>Regards sur la Société Archéologique de Bordeaux</i>	219
Pierre BARDOU, <i>Le fonds photographique de la Société Archéologique de Bordeaux</i>	257
Jean-Jacques MICHAUD, <i>Les larmes miraculeuses de Notre-Dame des Pleurs à Bordeaux au début du XXe siècle</i>	275
Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 2005 ..	281
Cercle numismatique Bertrand-Andrieu : procès-verbaux des séances de l'année 2005	283

Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

Collection « Mémoires »

- 1 Pierre RÉGALDO-SAINTE BLANCARD (dir.),
*Archéologie des Eglises et des Cimetières
en Gironde*
1989 épuisé
- 2 André COFFYN,
*Aux origines de l'archéologie en Gironde :
François Daleau (1845-1927)*
1990 épuisé
- 3 Marie-France LACOUÉ-LABARTHE,
*L'Art du Fer forgé en pays bordelais
de Louis XIV à la Révolution,*
broché, réédition, 2003 39,50 €
- 4 Paul ROUDIÉ,
Bordeaux baroque
2003 15 €
- 5 Michel LENOIR (dir.),
La grotte de Pair-non-Pair
2006, réédition 2013 30 €
- 6 Jean-Jacques MICHAUD,
Bordeaux, le vitrail civil, 1840-1940
2011 19,50 €
- 7 Philippe MAFFRE,
*Construire Bordeaux au XVIIIe siècle :
les frères Laclotte, architectes en société
(1756-1793)*
2013 39 €
- 8 Xavier PAGAZANI et Claire STEIMER
*Le château d'Issan,
une « maison aux champs » du temps de Louis XIII
en Médoc*
2019 28 €
- 9 Marie-France LACOUÉ-LABARTHE
*Le maître du fer : Blaise Charlut, serrurier artisan et artiste
à La Réole, Bordeaux et alentour (1717-1792).*
2019 33 €

Collection Pages d'Archéologie et d'histoire Girondines

- 1 Marie-France LACOUÉ-LABARTHE,
Meubles bordelais, meubles de port
réédition 2019 15 €
- 2 Robert COUSTET, *Le couvent de l'Assomption
et les prémices de l'architecture néo-romane
à Bordeaux.* 8 €
- 3 Christophe SIREIX (dir.), *Les fouilles de la place
des Grands-Hommes à Bordeaux* épuisé
- 4 Michèle PEYRISSAC et Hélène GUENET,
Bordeaux, le lycée Montaigne épuisé
- 5 Hervé TOKPASSI, *L'hôtel Leberthon,
chef d'œuvre de l'architecture privée du XVIIIe
siècle à Bordeaux.* épuisé
- 6 Michèle PEYRISSAC,
Le noviciat des Jésuites de Bordeaux 8 €
- 7 Robert COUSTET,
Lanessan, un château en Médoc 8 €
- 8 Claude MANDRAUT,
*La faïencerie CAB (Céramique d'Art de Bordeaux),
1919-1947* épuisé
- 9 Philippe ARAGUAS et Samuel DRAPEAU (dir.),
*Les clochers-tours gothiques de l'arc atlantique,
de la Bretagne à la Galice.* 18 €
- 10 Philippe ARAGUAZ (dir.), *Jean Auguste Brutails* 15 €
- 11 Claude MANDRAUT, *Edmond Moussié (1888-1933) : Borde-
lais d'exception et mécène averti* épuisé
- 12 Damien DELANGHE,
Mille ans de troglodytisme à Saint-Emilion 7 €

Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

Ouvrages anciens

J.-P. TRABUT-CUSSAC, <i>Livre des hommages d'Aquitaine</i>	9 €
Dr A. CHEYNIER, <i>Pair-Non-Pair</i>	épuisé
J.-A. BRUTAILS, <i>Les vieilles églises de la Gironde</i>	épuisé
A. NICOLAI, <i>Histoire des faïenceries de Bordeaux au XIXe siècle</i>	épuisé
J.-A. BRUTAILS, <i>Album</i>	épuisé
<i>Catalogue du Centenaire</i>	10 €
<i>Fouilles de Parunis, de Mithra aux Carmes</i>	8 €

Revue archéologique de Bordeaux

Les Sociétaires reçoivent le tome de la *Revue Archéologique de Bordeaux* correspondant à l'année de leur cotisation. Il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant. Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement ou acheter un volume.

Cotisation pour 2019 : 37 €.

Pour les couples : 47 €.

Pour les étudiants : 15 €.

Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre.

Cession de tomes isolés selon disponibilités

Bulletins récents (depuis 1960) 30 €

Bulletins entre 1923 et 1960 11 €

Bulletins anciens (entre 1873 et 1923). 18,50 €

Tables 1924-1973 10 €

Tables 1974-2000 10 €

*Société Archéologique de Bordeaux
Hôtel des Sociétés Savantes, 1 place Bardineau, 33000 Bordeaux*

www.societe-archeologique-bordeaux.fr